



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 3 FÉVRIER 1923.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3RD FEBRUARY, 1923.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

45

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

46

Government House.

Lettres patentes

"Belle River Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 3 janvier 1923, constituant en corporation: Joseph-Octave-Nazaire Desrochers, alias Charles Desrochers, marchand, et Dame Louisa White, épouse du dit Joseph-Octave-Nazaire Desrochers, alias Charles Desrochers, tous deux de Senneterre, Abitibi, et le dit Joseph-Octave-Nazaire Desrochers alias Charles présent aux fins d'assister et autoriser sa dite épouse, et Emile-D. Normandeau, employé-civil, de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du bois dans toutes ses spécialités et toutes autres industries connexes; faire la coupe du bois, exercer l'industrie de manufacturier et marchand de billes, bois de sciage, de charpente, pâte de bois, bois à pâte, papier et tous produits ou sous produits du bois et de la pâte de bois, et tous autres articles et matériaux dans la fabrication desquels entre le bois;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, détenir à quelque titre que ce soit, gérer, développer, vendre ou autrement aliéner et faire le commerce de terres, d'immeubles de toutes sortes, concessions forestières, permis forestiers, lots riverains, privilèges, droits de passage et exploitation de pouvoirs hydrauliques et droits et intérêts y attachés;

Faire le commerce de toute sorte pour les fins de la compagnie et comme marchands généraux, et acquérir, détenir et aliéner de toute manière des meubles ou propriétés immobilières à cette fin;

Exploiter des minéraux, acquérir par achat, location ou autrement, et gérer, développer, exploiter, vendre, louer, ou autrement disposer de mines, carrières, concessions minières, et faire le commerce de leurs produits;

Acheter, acquérir, posséder, ériger, emménager, entretenir, louer, ou autrement acquérir, détenir ou aliéner et exploiter des scieries, pulperies, papiers, fabriques de bois de toute sorte, ateliers pour la fabrication, la préparation, pour le marché et le traitement de tous articles qui sont manufac-

Letters patent

"Belle River Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act' 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1923, incorporating: Joseph-Octave Nazaire Desrochers, alias Charles Desrochers, merchant, and Dame Louisa White, wife of the said Joseph Octave Nazaire Desrochers, alias Charles Desrochers, both of Senneterre, Abitibi, and the said Joseph Octave Nazaire Desrochers alias Charles a party hereto to assist and authorize his said wife, and Emile D. Normandeau, civil employee, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business in all its branches and any other business incidental thereto; to carry on lumbering operations, carry on the business of manufacturers and merchants of logs, lumber, timber, wood-pulp, pulp-wood, paper and all products or by-products of wood and wood-pulp and any other articles and materials in the making of which wood enters or forms part;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, hold under any title whatever, manage, develop, sell or otherwise dispose of and deal in lands, immovables of every kind, timber limits, timber licenses, water lots, privileges, rights of way and exploitation of waterpowers and rights and interests connected therewith;

To carry on any kind of business for the company's purposes and the business of general merchants, and to acquire, hold and in any manner dispose of moveable or immovable property for such purposes;

To exploit minerals, acquire by purchase, lease or otherwise and manage, develop, exploit, sell, lease or otherwise dispose of mines, quarries, mining concessions and deal in the products thereof;

To buy, acquire, possess, erect, equip, maintain lease or otherwise acquire, hold or alienate and operate saw-mills, pulp and paper-mills, wood manufacturing plants or every kind, shops for the manufacturing, preparing for market and the treatment of any articles manufactured with the

surés des produits ou sous produits du bois, et en général, acquérir, détenir et aliéner à quelque titre et de quelque manière, toutes propriétés mobilières ou immobilières jugées avantageuses pour les fins de la compagnie ou de ses employés;

Construire, acquérir, posséder, gérer, affréter, exploiter ou disposer de toutes sortes de bateaux mus par la vapeur, ou autrement, embarcations, remorqueurs, barges et autres vaisseaux, quais, bassins, élévateurs, entrepôts et autres bâtisses nécessaires pour les fins de la compagnie et généralement exercer l'industrie d'une compagnie de navigation et de transport;

Acquérir, construire, gérer, détenir et aliéner de quelque manière des pouvoirs électriques dans le district d'Abitibi seulement, hydrauliques, de lignes téléphoniques et télégraphiques et les meubles et immeubles nécessaires à ceux;

Conclure et accomplir des conventions avec toute autorité, municipale, locale ou autre qui seront jugées propres à atteindre les objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toute telle autorité des droits, privilèges et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir;

Acheter la totalité ou une partie quelconque, y compris la clientèle du commerce ou de l'entreprise ou les biens mobiliers ou immobiliers, privilèges, droits, obligations, le passif et garantir les obligations d'aucune compagnie, d'une ou de plusieurs personnes exerçant aucun commerce ou industrie jugé de nature à aider aux fins de la présente compagnie, et les payer totalement ou partiellement en parts ou actions acquittées;

Faire toutes conventions quelconques relatives au partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques conjoints avec toute autre compagnie, corporation, ou autre firme ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie et s'y fusionner;

Emettre des actions acquittées, bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel pour toute propriété mobilière ou immobilière, ou droits qui peuvent être acquis par la compagnie ou pour tous services rendus;

Vendre ou autrement aliéner son entreprise pour aucun prix ou considération quelconque et distribuer entre ses actionnaires la totalité ou partie de son actif en nature ou espèce;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière restreints ou limités par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Exercer tout pouvoir ou commerce se rattachant aux fins de la compagnie, sous le nom de "Belle River Lumber Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le troisième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

457

C.-J. SIMARD.

"Maison Gagnon Limitée—Maison Gagnon Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de janvier 1923, constituant en

products or by-products of wood, and generally acquire, hold, and alienate under any title and in any manner any moveable and immoveable property deemed suitable for the purposes of the company or of its employees;

To construct, acquire, possess, manage, charter operate or dispose of all kinds of vessels propelled by steam or otherwise, boats, tugs, barges and other ships, wharves, bassins—elevators, ware houses and other buildings necessary for the company's purposes and generally carry on the business of navigation and transportation company;

To acquire, construct, manage, hold and alienate in any way electric powers in the district of Abitibi only, waterpowers, telephone and telegraph lines and the necessary moveables and immoveables;

To enter into and carry out any agreements with any authority, municipal, local or otherwise which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions that the company may think desirable to obtain;

To buy the whole or any part, including the good-will thereof, of the business or undertaking or the moveable or immoveable property, privileges, rights, obligations and liabilities and guarantee the obligations of any company and of any person or persons carrying on any business or trade deemed conducive to the purposes of the present company, and to pay for the same in whole or in part in paid up shares or stock;

To enter into any agreement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventures with any company, corporation or other firms having powers similar to those of the present company and to amalgamate therewith;

To issue paid up shares, bonds, debentures or others securities of the company in full or part payment for any moveable or immoveable property or rights which may be acquired by the company or for services rendered;

To sell or otherwise dispose of its undertaking for any price or consideration whatever and to distribute among its shareholders the whole or any part of its assets in specie or kind;

The powers contained in any paragraph hereof shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To exercise any power and to carry on any business incidental to the company's purposes, under the name of "Belle River Lumber Company, Limited", with a total capital-stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of January, 1923.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Maison Gagnon Limitée—Maison Gagnon Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eighth day of January, 1923, incorporating: Timothée

corporation: Timothée Gagnon, marchand, J. Horace Michaud, avocat, Emile Fortier, gérant de magasin, et J.-Armand Couillard, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, vendre en gros et en détail, toutes espèces de vêtements, ou parties de vêtements pour hommes, femmes, et enfants des deux sexes, ainsi que les matières premières qui entrent dans la fabrication de tels vêtements, et en faire le commerce généralement;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros et en détail toutes espèces de fourrures, à l'état brut ou préparées, ainsi que tous vêtements ou articles dans lesquels des fourrures entrent pour le tout ou pour partie, et en faire le commerce généralement;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros et en détail, toutes espèces de chaussures pour hommes femmes et enfants, ainsi que les matières premières qui entrent dans leur fabrication, et en faire le commerce généralement;

Manufacturer, acheter, vendre en gros et en détail, tous espèces de chapeaux et autres articles de modes et de nouveautés, pour hommes, femmes et enfants, ainsi que les matières premières qui entrent dans leur fabrication, et en faire le commerce généralement;

Acquérir, autrement que par voie d'achat, les marchandises, matières premières et autres articles énumérés aux quatre paragraphes ci-dessus;

Généralement exercer tout commerce ou négoce similaire à ceux qui sont ci-dessus énumérés, qui s'y rattachent ou peuvent s'y rattacher et qui peuvent être convenablement exercés en relation avec eux;

Acquérir par voie d'achat ou autrement, en tout ou en partie, de toute personne, société ou corporation, toute entreprise commerciale, manufacturière ou industrielle, semblable ou similaire à celle que la compagnie sera autorisée à posséder ou exercer pour elle-même, en assumer les responsabilités et ainsi acquérir la clientèle ou achalandage de toute telle entreprise, et en payer le prix, soit en deniers courants, soit en actions de la compagnie;

Obtenir, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences ou autres concessions conférant un droit d'usage d'iceux, exclusif ou non, limité ou illimité, ainsi que tout procédé secret ou information concernant une invention dont la compagnie pourra faire usage à aucune des fins pour lesquelles elle aura été constituée ou dont l'acquisition peut être au bénéfice direct ou indirect de la compagnie, les exploiter, vendre ou autrement en disposer légalement;

Généralement acheter, échanger, prendre ou donner à loyer, tous biens meubles et immeubles, ainsi que tous droits et privilèges dont la propriété, la possession ou l'exercice peut sembler utile ou convenable à la compagnie, pour la conduite de ses affaires, et en particulier, tous terrains, constructions, machineries, installations et fonds de commerce, et ainsi acquérir tous tels biens, droits et privilèges, les posséder et en disposer par tous moyens légaux;

Rémunérer toute personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus, en rapport avec les souscriptions au capital-actions de la compagnie;

Rémunérer toute personne, société ou corporation pour services rendus ou à être rendus, en rapport avec le placement des obligations que la compagnie pourra émettre;

Hypothéquer ses biens meubles et immeubles, les donner en gage, nantissement ou autre sécu-

Gagnon, merchant, J. Horace Michaud, advocate, Emile Fortier, store manager and J. Armand Couillard, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, wholesale and retail, all kinds of wearing apparels or parts thereof for men, women, and children of both sexes, as well as the raw materials entering into the making of such apparels and to generally deal therein;

To manufacture, buy, sell wholesale and retail all kinds of furs, in the raw or prepared state, as well as all wearing apparels or articles in which fur enters for the whole or part and to generally deal therein;

To manufacture, buy, sell, wholesale and retail all kinds of footwear for men, women and children as well as all the raw materials entering into the manufacturing of footwear and to generally deal therein;

To manufacture, buy, sell wholesale and retail all kinds of hats and other millinery supplies and dry goods for men, women and children, as well as all the raw materials entering into the manufacturing thereof and to generally deal therein;

To acquire, otherwise than by way of purchase, the merchandise, raw materials and other goods enumerated in the foregoing paragraphs;

Generally carry on any business or trade similar, incidental to or capable of being connected with or conveniently carried on in connection with those above mentioned;

To acquire by way of purchase or otherwise from any person, partnership or corporation, the whole or part of any commercial, manufacturing or industrial undertaking similar or germane to that which the company is authorized to possess or carry on for itself, undertake the liabilities thereof and also acquire the custom or good-will of any such undertaking, and to pay the price thereof either in cash or in shares of the company;

To obtain, buy or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, trade marks, licenses or other concessions conferring an exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use and any secret, process or information as to any invention capable of being used by the company for any of the purposes for which it is incorporated or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, exploit, sell or otherwise dispose of the same in a legal manner;

Generally buy, exchange, take or give on lease any moveable and immoveable property as well as any rights and privileges the ownership, possession or exercise of which may seem useful or convenient to the company for the conduct of its business, and in particular any lands, constructions, machinery, equipment and stock in trade, and also acquire any such property, rights and privileges, possess and dispose of the same by any legal means;

To remunerate any person, partnership or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the underwriting of the capital stock of the company;

To remunerate any person, partnership or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the placing of the bonds which the company may issue;

To hypothecate its moveable and immoveable property, pledge, mortgage or otherwise charge

rité, et émettre des obligations comportant semblables garanties, en tout ou en partie;

Accepter et recevoir, dans le cours de ses affaires, et en garantie de ses créances actives, des hypothèques, gages, nantissements, et autres sécurités, les posséder, les acquérir, les échanger, et généralement les exercer et en disposer par tous moyens légaux;

Souscrire ou autrement acquérir, et posséder et détenir des actions dans toute autre compagnie exerçant un commerce, ou exploitant une ou des entreprises entièrement ou partiellement semblables ou similaires à ceux que la compagnie sera autorisée à exercer ou à exploiter, ou susceptibles d'être exercés ou exploités à son bénéfice;

Donner et accepter des bons, billets, lettres de change, et autres titres et valeurs, notariés ou non, hypothécaires ou autrement, et les endosser, soit comme garantie, soit aux fins de les transporter;

Garantir le paiement de billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute sorte, signés, consentis ou stipulés par toute personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie aura des relations d'affaires;

Généralement exercer tous autres pouvoirs qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement légitime et convenable des objets et obligations de la compagnie, ou pour l'exploitation et la direction de son commerce et de ses entreprises, sous le nom de "Maison Gagnon Limitée-Maison Gagnon, Limited" avec un capital total de quatre-vingt-dix-huit mille piastres (\$98,000.00) divisé en neuf cent quatre-vingts (980) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

459

C.-J. SIMARD.

the same and to issue bonds, carrying similar guarantees, in whole or in part;

To accept and receive in the course of its business and as security of its book debts, hypothecs, pledges, liens and other guarantees, possess, acquire, exchange and generally exercise and dispose of the same by any legal means;

To take or otherwise acquire and own and hold shares in any other company carrying on any business or engaged in any undertaking or undertakings altogether or partly similar or germane to those which the company is authorized to carry on or engage in or capable of being carried on or exploited for its benefit;

To give and accept bonds, notes, bills of exchange and other titles and securities, signed before notary or otherwise and hypothecary or otherwise, and to endorse the same either as security or for the purpose of transferring the same;

Guarantee the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind, signed, drawn or stipulated by any person, partnership or corporation with whom or which the company may have business relations;

Generally exercise any other powers which may be necessary for the lawful and proper attainment of the objects and obligations of the company or for the exploitation and conduct of its business and undertakings, under the name of "Maison Gagnon Limitée—Maison Gagnon Limited", with a total capital-stock of ninety eight thousand dollars (\$98,000.00) divided into nine hundred and eighty (980) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the company, this eighth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

460

Assistant Provincial Secretary

"Lynn, McLeod Engineering Supplies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1923, constituant en corporation: Harold Rivière Lynn, ingénieur civil, William Kenneth McLeod, agent, Ethel May Emery Lynn, épouse séparée de biens de Harold Rivière Lynn, ledit Harold Rivière Lynn autorisant son épouse, tous de la cité de Thetford-Mines, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, importer, exporter et généralement troquer, en gros et en détail, soit comme principaux ou agents, toutes sortes de machines, accessoires de moulins et matériaux de construction, charbon, tourbe, ferronnerie, instruments et accessoires pour ingénieurs et de précision;

Exercer le négoce et commerce d'entrepreneurs, et constructeurs généraux et tout autre commerce connexe;

Entreprendre pour le compte de compagnies ou d'individus la construction d'édifices publics et privés, moulins, barrages, cheminées, ponts, égouts, aqueducs, travaux, canaux, filtres, réservoirs, viaducs, tunnels, faire l'inspection, l'épreuve et l'évaluation de toutes sortes de matériaux et machines entrant dans telles constructions ou s'y rapportant;

Fabriquer, acheter, vendre et troquer toutes sortes de matériaux, machineries, moteurs, appareils, accessoires de moulins et matériaux de cons-

"Lynn, McLeod Engineering Supplies, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1923, incorporating: Harold Rivière Lynn, civil-engineer, William Kenneth McLeod, agent, Ethel May Emery Lynn, wife separate as to property of Harold Rivière Lynn, the said Harold Rivière Lynn authorizing his said wife, all three being of the city of Thetford Mines, for the following purposes:

To buy, sell, import, export and deal generally, wholesale and retail, either as principals or as agents in and with all kinds of machinery, mill and building supplies, coal, peat, hardware, also engineering and mathematical instruments and accessories;

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To undertake on the accounts of companies or individuals, the construction of public or private buildings, mills, dams, chimneys, bridges, sewers, waterworks, sidewalks, canals, filters, reservoirs, viaducts, tunnels, inspect, test and valuate all sorts of materials and machinery entering into or connected with such construction.

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of plants, machinery, motors, apparatus, mill and building supplies, tools, products, articles and pro-

truction, outils, produits, articles et procédés nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des commerces précités ou toute patentes ou licences et les utiliser;

Entreprendre et faire exécuter tous travaux de pavage et macadamisage de rues, ruelles, chemins et routes; produire, acheter et vendre tous les matériaux utilisés pour ces travaux;

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, en qualité de principal ou d'agent, de la céramique, des tuiles, du verre, de la chaux, du ciment, de l'asphalte, du plâtre, du sable, de l'amiante et autres produits en général; acquérir et exploiter et vendre des mines, carrières de pierre et granit et sablonnières, acheter, vendre, fabriquer et préparer le fer, l'acier et le bois sur toutes leurs formes, acquérir et posséder des concessions forestières et exploiter des scieries;

Acquérir par achat, bail ou autrement des immeubles pour les besoins de la compagnie et les vendre;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie; accepter en paiement de biens et travaux des actions, débetures ou bons d'autres compagnies;

Acquérir et posséder tout commerce, franchise, entreprises, biens, droits, privilèges, baux, contrats, marchandises et autres biens en vertu des présentes;

Louer, vendre, hypothéquer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie du commerce, des biens et entreprises de la compagnie pour le prix qu'elle jugera convenable dans l'intérêt de son développement;

Faire toutes conventions et arrangements pour l'union, la fusion, l'association, le partage des droits, privilèges, intérêts, biens mobiliers et immobiliers, profits, concessions avec toute personne, société, compagnie ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce nécessaire ou utile la présente corporation;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire tout ce qui est nécessaire et convenable à l'accomplissement d'aucune des fins ou la réalisation d'aucun des objets ou l'extension d'aucun des pouvoirs énumérés aux présentes, soit seule ou associée avec d'autres corporations, firmes ou individus et tous les autres actes et choses se rapportant au commerce ou aux pouvoirs susdits ou toutes parties de tels commerces ou pouvoirs et tous les actes et choses qui s'y rattachent en découlent ou y sont connexes;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont utiles à la réalisation des objets précités ou aucun d'iceux, sous le nom de "Lynn, McLeod Engineering Supplies, Limited" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Thetford-Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de janvier, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

475

C.-J. SIMARD.

cesses necessary or useful in carrying on any of the above businesses or any patent or license, and to use any of the same;

To undertake and cause the execution of all paving, macadamizing work on streets, lanes, roads and highways; to produce, buy and sell all the materials entering into such works;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange both as principal or agent, ceramic, tiles, glass, lime, cement, asphalt, plaster, sand, asbestos, and other products generally; acquire and work and sell mines, stone quarries, granite quarries and sand pits, buy, sell, manufacture and prepare iron, steel wood under all forms, acquire and possess timber limits and operate sawmills;

To acquire by purchase, lease or otherwise immovable for the requirements of the company, and sell the same;

To buy, acquire, possess, sell shares, debentures or securities in any other companies having in whole or in part the same objects as the present company, accept in payment of property and work shares, debentures or bonds of any other companies;

To acquire and possess any business, franchise, undertakings, property, rights, privileges, leases, contracts, stock and other property in virtue hereof;

To lease, sell, hypothecate or otherwise dispose of the whole or any part of the business, property and undertakings of the company for such price as it may think proper, in the interest of its development;

To enter into any agreements or arrangements for union, amalgamation, association, sharing of rights, privileges, interests, moveable or immovable property, profits, concessions with any person, partnership, company or corporation, carrying on or about to carry on any business necessary or suitable for the present corporation;

To carry on any other business, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all and everything suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with other corporations, firms or individuals and every other act or acts, thing or things incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof;

To do all such other things as are incidental or useful to the attainment of the above objects, or of any one of them, under the name of "Lynn, McLeod Engineering Supplies, Limited" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Thetford Mines, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

476

"The Rex Oil Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1923, constituant en corporation: George Gordon Hyde, avocat et conseil du roi, John Ahern, avocat, Robert John Foster, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Raffiner, mettre sur le marché et distribuer de l'huile brute ou du pétrole et tous leurs produits: localiser, acheter, louer ou acquérir autrement et vendre ou autrement aliéner des terrains contenant ou supposés contenir du pétrole, de l'huile ou gaz naturel ou les deux et faire des forages ou explorations pour ces produits ou les produire, acheter, louer ou acquérir autrement et vendre ou autrement aliéner des propriétés contenant de l'huile ou du gaz en exploitation ou les produits de telles propriétés; acheter, produire, raffiner, vendre et distribuer du pétrole et tous les produits et sous-produits du pétrole; acheter, vendre ou autrement aliéner et fabriquer toutes sortes d'huiles et gazoline pour éclairage et chauffage, naptha, lubrifiants, graisses, cire, et tous autres produits ou sous-produits du pétrole; agir en qualité de courtiers ou d'agents pour d'autres dans aucune desdites opérations;

Acheter, vendre, fabriquer et troquer des machineries, outils, commodités, provisions et choses pouvant être utilisées en rapport avec la fabrication ou autres opérations que la compagnie peut exercer ou dans lesquelles elle peut être intéressée;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit, exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir autrement les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

"The Rex Oil Company, Limited."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January, 1923, incorporating: George Gordon Hyde, advocate and King's Counsel, John Gerard Ahern, advocate, Robert John Foster, secretary, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To refine, market and distribute crude oil or petroleum and all of its products; to locate, purchase, lease, or otherwise acquire and to sell or otherwise dispose of lands containing or believed to contain petroleum, oil or natural gas or either of them, and to drill or prospect for or produce the same; to purchase, lease, or otherwise acquire and to sell or otherwise dispose of developed or producing oil and gas properties or the products of such oil or gas properties; to purchase, produce, refine, sell and distribute petroleum and all of the products and by-products thereof; to buy, sell, or otherwise dispose of and manufacture all kinds of illuminating burning and heating oils and gasoline, naptha, lubricants, greases, waxes and all other products and by-products of petroleum; to act as broker or agents for others in all of said acts.

To buy, sell, manufacture and deal in machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with the manufacturing and other operation which the company may carry on or be interested in;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées, des actions de la compagnie en paiement total ou partiel de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, patentes, contrats, biens-fonds, stocks, bons et débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers, y désigner des personnes suivant les lois de tel pays, pour représenter la compagnie et accepter pour et au nom de cette compagnie assignation de toute poursuite ou action;

Distribuer en espèce et nature de temps à autre entre les actionnaires de la compagnie aucun des biens, droits ou valeurs de la compagnie;

Généralement exercer tout autre commerce, soit organisé ou non, que la compagnie croira pouvoir convenablement ou avantageusement exercer en rapport avec ce qui précède ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables, et faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à l'accomplissement d'aucun des objets ou la réalisation d'aucune ou plusieurs des fins ci-dessus énumérées ou incidentes aux pouvoirs énumérés aux présentes ou qui, en aucun temps, semblera utile et nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie, sous le nom de "The Rex Oil Company, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de janvier, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
477 C.-J. SIMARD.

To issue and allot as fully paid-up shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate stock, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To distribute in specie or kind from time to time amongst the shareholders of the company any of the property, rights or assets of the company;

Generally to carry on any other business, whether organized or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently or profitably carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights, and to do all and everything necessary, suitable or convenient and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any one or more of the purposes herein enumerated or incidental to the powers herein named, or which shall at any time appear to be conducive to or expedient for the protection or benefit of the company, under the name of "The Rex Oil Company, Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,
478 Assistant Provincial Secretary.

"National Supply Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1923, constituant en corporation: Georges Beausoleil, banquier, Ray-

"National Supply Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1923, incorporating: Georges Beausoleil, banker, Raymond Beausoleil, civil

mond Beausoleil, ingénieur civil, Paul Provost, comptable, pour les fins suivantes:

Préparer des plans, devis, spécifications et rapports et surveiller la construction et l'érection d'usines utilisant l'huile comme combustible;

Agir comme entrepreneurs généraux dans le commerce d'huile, bâtir des raffineries, en préparer les plans et les exploiter;

Manufacturer, acheter, vendre, troquer toutes sortes d'appareils, matériaux et accessoires nécessaires au commerce de la compagnie et en faire le commerce;

Acheter, louer ou acquérir autrement des terrains et bâtisses pour l'érection et l'établissement de fabriques et ateliers avec le matériel, les engins et la machinerie nécessaires en vue de la fabrication, de l'achat, de la vente ou autre négoce d'installations de chauffage;

Acheter, vendre des biens immobiliers et personnels ou en faire le commerce autrement;

Acquérir des contrats, droits de patentes et privilèges se rapportant au commerce susdit;

Acheter ou autrement acquérir des améliorations ou des procédés secrets pour la totalité ou aucun des objets susdits ou s'y rapportant en aucune manière, et accorder des permis pour l'usage de tels brevets, droits de brevets, privilèges, améliorations ou procédés secrets acquis par la compagnie, les vendre ou autrement les trafiquer;

Agir en qualité d'agents, représentant des fabricants d'outillages pour l'huile combustible sous le nom de "National Supply Company, Limited" avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

461

C.-J. SIMARD.

engineer and Paul Provost, accountant, for the following purposes:

To prepare plans, drawings, specifications, reports and supervise the construction and erection of plants using oil as a fuel.

To act as general contractors in the oil business, to build, design, operate oil refineries.

To manufacture, buy, sell, deal and trade in any and every kind of apparatus, materials or supplies necessary for the business of the company.

To purchase, lease, or otherwise acquire land and buildings for the erection and establishment of factories and workshops, with suitable plants, engines and machinery, with a view to manufacture, purchase, sell or otherwise deal in heating installations.

To sell, lease, or otherwise deal with real and personal property;

To acquire contracts, patent rights and privileges relating to the aforesaid business;

To purchase or otherwise acquire improvements or secret processes for, or in any way relating to, all or any of the objects aforesaid, and to grant licenses for the use of, or to sell or otherwise deal with any patents, patent rights, and privileges, improvements or secret process acquired by the company;

To act in the capacity of agents representing manufacturers of fuel oil appliances, under the name of "National Supply Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

462

"Percy Luscombe & Company, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1923, constituant en corporation: Charles MacKay Cotton, avocat, de Westmount, Egbert Westover et Wallace Ross, avocats, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'une agence générale et d'une agence de courtage, souscrire, assurer, acheter, vendre par vente publique ou autrement, échanger, détenir, hypothéquer des stocks, bons, débentures et autres valeurs de toutes sortes et espèces ou en faire le commerce autrement;

Contrôler, promouvoir, organiser, gérer toute corporation, compagnie ou syndicat ou agir comme officiers de telle corporation, compagnie ou syndicat;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne, firme ou corporation, compagnie ou syndicat exploitant ou sur le point d'exploiter ou de faire tout commerce ou transaction commerciale, financière ou autre et prendre ou acquérir autrement les actions ou valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Agir en qualité d'agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission

"Percy Luscombe & Company, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1923, incorporating: Charles Mackay Cotton, advocate, of Westmount, Egbert William Westover, and Wallace Ross, advocates, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general agency and brokerage business, to subscribe for, underwrite, buy, sell, by public sale or otherwise, exchange, hold, hypothecate or otherwise deal in stocks, bonds, debentures and other securities of all kinds and classes;

To control, promote, organize, manage, develop or act as officer of any corporation, company or syndicate;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or corporation, company or syndicate engaged in or about to engage in or carry on any commercial financial or other business or transaction, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection

et la perception de deniers, le transfert et l'enregistrement des bons, débetures, actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce, entreprise et l'administration, le contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement tous brevets, patentes, concessions et choses semblables conférant tout droit exclusif ou co-exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, et faire valoir, vendre, louer ou autrement négocier tels brevets, patentes ou concessions;

Se fusionner à une ou plusieurs autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux énumérés et prendre des actions dans telles compagnies, garantir des contrats par toute personne ou compagnie, vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera convenable, y compris les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, des actions de la compagnie constituée par les présentes en paiement total ou partiel, de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, patentes, contrats, biens-fonds, stocks, bons, débetures ou autres biens, ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui y sont accordés par les présentes;

Prélever ou aider à prélever des fonds pour toute autre compagnie ou corporation, leur aider au moyen de boni, prêts, primes, endossements garanties des bons, débetures ou autres valeurs ou autrement et garantir l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation ou par toutes personnes quelconques avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

De temps à autre solliciter, acheter ou acquérir par concession, transfert ou autrement et exercer et exécuter tous permis, pouvoirs, autorité, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité suprême, municipal ou local ou toute corporation ou autre pouvoir public a l'autorisation de décréter, faire ou accorder et en jouir, et approprier aucun des bons, stock et biens de la compagnie pour payer et acquitter les frais, charges et dépenses nécessaires d'iceux; construire, entretenir et exploiter ou louer toutes sortes de bâtisses ou constructions;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Exercer tout pouvoir et faire tout commerce se rattachant à la réalisation complète des objets pour lesquels cette compagnie est constituée, sous le nom de "Percy Luscombe & Company, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de janvier, 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

463

C.-J. SIMARD.

of money, the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or co-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention and to turn to account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar altogether or in part to those enumerated, and to take shares therein, to guarantee the performance of contracts by any person or company, to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may see fit, including shares, debentures or securities of any other company;

To issue and allot as fully paid up, stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, debentures, or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, premium, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authorities, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's bonds, stock and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof; to construct, maintain and operate, or to lease all kinds of buildings and structures;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To exercise all power and carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Percy Luscombe & Company, Ltd," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

464

"Quebec Shoe & Rubber Company, Limited." "Quebec Shoe & Rubber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1923, constituant en corporation: Wilfrid Dubois, marchand, Louis-A. Alfred Létourneau, manufacturier et député à l'Assemblée législative de Québec pour la division électorale de Québec-Est, Elzéar Létourneau, aussi manufacturier, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général, au gros et au détail, de chaussures, claques, gants, mitaines ou autres articles dérivant ou dépendants du dit commerce.

Ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie les crédits, l'achalandage, les propriétés mobilières et immobilières et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies constituées en corporation, des sociétés et individus;

Acquérir, posséder, louer et donner à bail vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés mobilières et immobilières pour les fins du dit commerce;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation;

Promouvoir, ou aider à promouvoir toutes compagnies ou corporations faisant un genre d'affaires semblable, en tout ou en partie, à celui de cette compagnie, ou constituées dans le but d'acquérir l'achalandage de la compagnie, ou toute partie d'icelle, et organiser d'autres compagnies semblables;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité, ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, licence de la compagnie à toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux accepter de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie, ou de toutes autres compagnies et individus ou sociétés;

Se fusionner avec toute compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerces de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable, et en devenir actionnaire;

Acquérir par achat ou autrement les biens, achalandage, clientèle et les droits de toute autre compagnie ou individu exerçant un commerce ou industrie semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant individuellement, engager les biens, droits et débetures de la compagnie, et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce, hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage, émettre des bons ou débetures et pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth of January, 1923, incorporating Wilfrid Dubois, merchant Louis A. Alfred Létourneau, manufacturer and member of the Quebec Legislative Assembly, for the electoral division Quebec-East, Elzéar Létourneau, manufacturer, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To generally deal, wholesale and retail, in boots and shoes, rubbers, gloves, mitts, or other articles incidental to or connected with the said business;

To open, possess and operate branches or agencies;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the book-debts, good-will, moveable and immoveable property and other rights and interests belonging to incorporated companies, partnerships and individuals;

To acquire, possess, lease, give on lease, sell, exchange or hypothecate moveable and immoveable property for the purposes of the said business;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies;

To promote or assist in promoting any companies or corporations carrying on any business similar in whole or in part to that of this company, or formed for the purpose of acquiring the good-will of the company, or any part thereof, and to organise other similar companies;

To sell, lease, pledge, assign and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, good-will, licence of the company to any other company carrying on a business similar to that of this company, and in payment therefor to accept cash, shares, bonds or other securities of this company or of any other companies, individuals or partnerships;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any industry incidental to the business of the company, and to acquire in any way the property, franchises, contracts and businesses of any other company and to pay for the same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other similar or quasi-similar subsidiary company, and to become a shareholder thereof;

To acquire by purchase or otherwise the property, good-will, custom and rights of any other company or individual carrying on a trade or business similar to that of this company or individually connected therewith, pledge the property, rights and debentures of the company and generally do all acts and things necessary or suitable for the company's objects;

To borrow upon the credit of the company, any sum or sums which may appear necessary for the purposes of its business, hypothecate, to secure any such loan or loans, the whole or part of its assets, immoveables, book-debts, good-will, issue bonds or debentures and to guarantee such issue hypothecate or pledge or give a lien on, as the case may be, in favour of one or several trustees, all or part of its immoveables, credits, good-will;

And without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business

jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Quebec Shoe & Rubber Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province.

465

C.-J. SIMARD.

which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Quebec Shoe & Rubber Company, Limited", with a total capital-stock of ninety thousand dollars, (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"The Excelsior Club, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1923, constituant en corporation: Robert Martini, Louis Caprino, restaurateurs, Laurent Renaud, comptable, Ludger Pérusse, courtier, P. Paul de la Bruère, courtier en assurance, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et maintenir à Montréal une ou plusieurs maisons de club pour fins de récréation, d'instruction et d'amusement et pour y fournir des rafraichissements, des aliments et le logement aux membres du club, promouvoir les relations sociales et amicales entre les membres du club et leur bien-être moral;

Acquérir, prendre à bail et détenir les biens mobiliers et immobiliers qui pourront être requis de temps à autre pour ses fins pour une valeur n'excédant pas \$20,000.00 et les aliéner ou les hypothéquer ou en disposer autrement;

Faire construire et entretenir des maisons et autres bâties sur tout terrain détenu par le club;

Solliciter et obtenir les permis et licences qui peuvent être requis pour l'exercice des fins du club, y compris un permis pour la vente de la bière et du vin à ses membres;

Exercer tous les pouvoirs et faire tous les actes et tout commerce de nature à faciliter l'obtention des fins pour lesquels ce club est constitué;

Les membres du club ne seront pas responsables personnellement pour les dettes du club, sous le nom de "The Excelsior Club, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

467

C.-J. SIMARD.

"The Excelsior Club, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1923, incorporating: Robert Martin, Louis Caprino, restaurant-keepers, Laurent Renaud, (comptable) accountant, Ludger Perusse, broker, P. Paul de la Bruère, insurance broker, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire and maintain in Montreal a club-house or club houses for the purpose of recreation, instruction, amusement and the provisions of refreshment, food and lodging therein for the members of the club, the promotion of intercourse and friendship between and the moral uplifting of the members of the club;

To acquire, take on lease and hold, such moveable or immovable property as may be from time to time requisite for its purposes to the extent of \$20,000.00, and to alienate or otherwise hypothecate or dispose of the same;

To cause houses or other buildings to be constructed and maintained upon any land held by the club;

To apply for and obtain such permits or licenses as are required for the carrying out of the purposes of the club, including a permit for the sales of beer and wine to its members;

To exercise all powers and to do all acts and to carry on any business incidental to the fulfilment of the objects for which this club is incorporated;

The members of the club shall not be personally liable for the debts of the club, under the name of "The Excelsior Club, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Chrome Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1923, constituant en corporation Philippe Poudrier, contracteur, J.-Alfred Laroche, marchand, et Ian Sutherland, ingénieur, de Black Lake, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer, séparer, concentrer ou

"Quebec Chrome Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January, 1923, incorporating Philippe Poudrier, contractor, J. Alfred Laroche, merchant, and Ian Sutherland, engineer, of Black Lake, for the following purposes:

To prospect, and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting therefrom any minerals whatever and

traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques et plus spécialement le fer chromique; donner une valeur marchande à ces minerais, par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder, occuper, exploiter et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetés se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques ou autres, aqueducs, chemins usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie, ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie en vertu de la présente section, et les payer, aux moyens d'actions libérées, en tout ou en partie, si elles le désirent, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les actes ou opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de "Quebec Chrome Corporation, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cents piastres (\$19,500.00), divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Black Lake, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce dixième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,

479

C.-J. SIMARD.

especially chromic iron, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, occupy, exploit and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patents, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on and to pay for the same by paid-up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Quebec Chrome Corporation, Limited", with a total capital-stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety-five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Black Lake, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,

480

Assistant Provincial Secretary.

" La Crèmerie Nationale, Limitée ".

" La Crèmerie Nationale, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1923, constituant en corporation Ambroise Labrecque, industriel, paroisse de Saint-Jean, Rang Bernier, Alexis Bouthillier, médecin, 54, rue Jacques-Cartier, cité de Saint-Jean, Aldéric-Joseph Benoit, commerçant, No 2, 9ème Avenue, Iberville, dans les buts suivants:

Faire le commerce du lait, de la crème, du beurre et du fromage, ainsi que de tous leurs produits et leurs sous-produits et de toute chose dans lesquelles ces aliments entrent comme ingrédients et de tout ce qui, directement ou indirectement se rapporte à ce genre de commerce, sous le nom de "La Crèmerie Nationale, Limitée," avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January, 1923, incorporating Ambroise Labrecque, manufacturer, of the parish of Saint John, Bernier Range, Alexis Bouthillier, physician, 54 Jacques-Cartier, City of Saint John, Aldéric Joseph Benoit, trader, No. 2, 9th Avenue, Iberville, for the following purposes:

To deal in milk, cream, butter and cheese and all the products and by-products thereof and in anything in which such products enter as ingredients, and in everything directly or indirectly incidental to this kind of business, under the name of "La Crèmerie Nationale, Limitée," with a total capital-stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
481 C.-J. SIMARD,

The head office of the company will be at Saint John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,
482 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"Franco Canadian Dyers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5993 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour de janvier 1923, à la compagnie "Franco Canadian Dyers, Limited," ratifiant un règlement de la dite compagnie, augmentant son capital de \$200,000.00 à \$350,000.00, par la création de 1500 actions additionnelles de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce douzième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
483 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Franco Canadian Dyers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5993 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twelfth day of January, 1923, ratifying a by-law of the company "Franco Canadian Dyers, Limited," to increase its capital-stock from \$200,000.00 to \$350,000.00 by the creation of 1500 additional shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,
484 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

390-22

Québec, 23 janvier 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de détacher de la municipalité scolaire de Garnier, comté du Lac St-Jean, le rang 1 du canton de Labrecque, comté de Chicoutimi, et le rang 9 du canton de Taché, même comté, et de former avec tout le reste du canton de Labrecque une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Labrecque".

469

390-22

Quebec, January 23rd 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to detach from the school municipality of Garnier, county of Lake Saint-John, the range 1 of the township of Labrecque, county of Chicoutimi, and the range 9 of the township of Taché, same county, and to erect the remainder of the township of Labrecque into a separate school municipality under the name of "Labrecque".

470

2720-22

Québec, 20 janvier 1923.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un arrêté en date du 18 janvier 1923, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Canton Chabot", tout le territoire compris dans le canton Chabot, comté de Kamouraska.

471

2720-22

Quebec, 20th January, 1923.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by an order in Council dated the 18th January, 1923, to erect into a separate school municipality under the name of "Township of Chabot", all the territory included in the township of Chabot, County of Kamouraska.

472

987-22

Québec, 24 janvier 1923.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Pierre-d'Escourt, comté de Témiscouata, avec les mêmes limites que la municipalité rurale telle qu'érigée par la loi 12 Geo. V chap. 119, sanctionnée le 21 mars 1922, savoir:

a. Dans le canton de Pohénégamook, paroisse de Saint-Eleuthère, comté de Kamouraska, les lots 1 à 20 du rang XI, et la moitié sud-est du lot 21 et les lots 22, 23 et 24 du rang X, inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la dite municipalité;

b. Dans le canton d'Escourt, paroisse de Saint-David, comté de Témiscouata, les lots 1 à 27 des rangs I et II, inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de ladite municipalité.

485-5-2

987-22

Quebec, 24th January, 1923.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Pierre-d'Escourt," County of Témiscouata, with the same limits as the rural municipality as erected by the Act 12 Geo. V, Ch. 119, sanctioned the 21st of March, 1922, to wit:

a. In the township of Pohénégamook, parish of Saint-Eleuthère, County of Kamouraska, the lots 1 to 20 of range XI and the southeast half of the lot 21 and the lots 22, 23 and 24 of range X, inclusive, on the official plan and book of reference of the said municipality;

b. In the township of Escourt, parish of Saint-David, County of Témiscouata, the lots 1 to 27 of ranges I and II, inclusive, on the official plan and book of reference of the said municipality.

486-5-2

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que la "Accident Company of Cuba" (Compania Cubana de Accidentes) ayant son bureau chef à Havana, Cuba, a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de navigation océanique, le et après le vingt-sixième jour de janvier 1923.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont Anglo-Insurance Limitée, 286 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 R.S.P.Q., 1909, ce vingt-sixième jour de janvier 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des Assurances,

F. L. MONCK.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

473-5-2

Notice is hereby given that the "Accident Company of Cuba" (Compania Cubana de Accidentes) having its Head office at Havana, Cuba, has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of marine insurance on and after the twenty-sixth day of January 1923.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are: Anglo Insurance, Limited, 286 Saint. James Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this twenty-sixth day of January 1923.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

474-5-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 8054. Dame Anna Boudreault, épouse commune en biens de Joseph Gaudreault, marchand, de l'Anse St-Jean, dûment autorisée aux fins des présentes demandes; vs ledit Joseph Gaudreault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 20 décembre 1922 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

ELZ. LEVESQUE.

Chicoutimi, 25 janvier 1923. 505-5-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6846. Albertine Rodrigue, épouse de Ludger Caron, commerçant, Saint-Georges, Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ludger Caron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 décembre 1922.

St-Georges de Beauce, 12 janvier 1923.

Les procureurs du défendeur

399-4-5 FORTIER, CLICHE & DUTIL.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6920. Dame Marie Exorine Poulin, épouse commune en biens de Thomas Lachance, cultivateur, de Sainte-Rose, demanderesse; vs ledit Thomas Lachance, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de janvier 1923.

Saint-Joseph-de-Beauce, 20 janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,

401-4-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 950.

Dame Rachel Katz, épouse commune en biens de Joseph Milstein, de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre le dit Joseph Milstein.

Montréal, 19 janvier 1923.

Les procureurs de la requérante,

417-4-5 CRANKSHAW & CHEVALIER.

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 8054. Dame Anna Boudreault, wife common as to property of Joseph Gaudreault, merchant, of l'Anse Saint. Jean, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Joseph Gaudreault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted the 20th of December, 1922, against the defendant.

ELZ. LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, January 25th, 1923. 506-5-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6846. Albertine Rodrigue, wife of Ludger Caron, trader, of Saint George, Beauce, and duly authorized, plaintiff, vs the said Ludger Caron, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 11th of December, 1922.

St. Georges, Beauce, January 12th, 1923.

FORTIER, CLICHE & DUTIL,

400-4-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6920. Dame Marie Exorine Poulin, wife common as to property of Thomas Lachance, farmer, of Sainte-Rose, Co. Dorchester, plaintiff; vs the said Thomas Lachance, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this case.

Saint-Joseph, Beauce, 20th January, 1923.

ROSAIRE BEAUDOIN,

402-4-5 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 950.

Dame Rachel Katz, wife common as to property of Joseph Milstein, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action in separation as to property against the said Joseph Milstein.

Montreal, January 19th, 1923.

CRANKSHAW & CHEVALIER

418-4-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure, No 3662.

Dame Marie Larouche, de Saint-Henri-de-Taillon, district de Roberval, épouse commune en biens de Joseph St-Pierre, forgeron, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph St-Pierre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce 28 novembre 1921.

Roberval, 22 janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,
421—4-5 L.-P. GIRARD.

Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court, No 3662.

Marie Larouche, of Saint Henri de Taillon, district of Roberval, wife of Joseph St-Pierre, blacksmith, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph St. Pierre, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the said cause the 28th of November, 1921.

Roberval, January 22nd 1923.

L. P. GIRARD,
422—4-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2277.

Dame Ida Goulman, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Briskin, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Moses Briskin, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

Montréal, 5 janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
241—3-5 POPLIGER & LIVERMAN.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2277.

Dame Ida Goulman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Briskin, merchant, of the same place, plaintiff; vs The said Moses Briskin, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this case.

Montreal, 5th January, 1923.

POPLIGER & LIVERMAN,
242—3-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district d'Arthabaska, Cour supérieure, No 562.

Dame Angéline Caza, de Saint-Eugène de Grantham, dans le district d'Arthabaska, épouse commune en biens de Guillaume *alias* Willie Laurion, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Guillaume *alias* Willie Laurion, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-unième jour de décembre 1922.

Arthabaska, ce 12ième jour de janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
FORTIN, BERTRAND & GOUDREAULT.
259—3-5

Province of Quebec, district of Arthabaska, Superior Court, No. 562.

Dame Angéline Caza, of Saint Eugène de Grantham, district of Arthabaska, wife common as to property of Guillaume *alias* Willie Laurion, laborer, of the same place, being duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Guillaume *alias* Willie Laurion, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 21st of December 1922.

Arthabaska, 12th January, 1923.

FORTIN, BERTRAND & GOUDREAULT,
260—3-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 1624. Dame Evelyn Jane Noble, demanderesse; vs Myren Fedras Goddard, défendeur.

Dame Evelyn Jane Noble, épouse de Myren Fedras Goddard, commerçant, de la ville de Waterloo, dans le comté de Shefferd, dans le district de Bedford, demanderesse; vs ledit Myren F. Goddard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de janvier 1923.

Sweetsburg, le 15 janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
283—3-5 NUTTING & GINGRAS.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1624. Dame Evelyn Jane Noble, plaintiff; vs Myren Fedras Goddard, defendant.

Dame Evelyn Jane Noble, wife of Myren F. Goddard, trader, of the town of Waterloo, county of Shefferd, in the district of Bedford, plaintiff; vs the said Myren F. Goddard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the twelfth day of January 1923.

Sweetsburg, 15th January, 1923.

NUTTING & GINGRAS,
284—3-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieure, No 4684. Dame Angeline Gosselin, épouse légalement commune en biens de Ernest Picard, de la cité de Québec, menuisier, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Ernest Picard, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

Québec, 15 janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
303—3-5 BERNIER & DE BILLY.

Province of Quebec, district of Quebec. In the Superior Court, No. 4684. Dame Angeline Gosselin, wife legally common as to property of Ernest Picard, of the city of Quebec, joiner, and duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs Ernest Picard, of the city of Quebec, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this day.

Québec, 15th January, 1923.

BERNIER & DE BILLY,
304—3-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 3518. Dame Anita Gramigna, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Giacomo Ruggi des mêmes lieux contracteur dument autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Giacomo Ruggi, des mêmes lieux, contracteur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 janvier 1923.

Le procureur de la demanderesse,
327—3-5 ALBERT J. GOODSTONE.

Cour supérieure—Beauce.

No 6866.

Dame Agathe Nadeau, épouse de Valère Labbé, mécanicien, de Beauce-Jonction, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Valère Labbé, de Beauce-Jonction, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-neuvième jour de décembre mil neuf cent vingt-deux.

Les avocats de la demanderesse,

FORTIER, CLICHE & DUTIL.
Saint-Joseph Beauce, 17 janvier, 1923. 351—3-5

Province de Québec, District de Bedford, No 1590, Cour supérieure.

Dame Winifred Purdy, canton de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Chester-L. Swett, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs Le dit Chester-L. Swett, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

Sweetsburg, 7 décembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
79—2-5 A.-J.-E. LEONARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 685.

Dame Annie Solomonovitch, épouse commune en biens de Harry Rosen, commerçant, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs ledit Harry Rosen, défendeur.

La demanderesse a ce jour institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,

J.-N. DECARIE.
Montréal, 4 janvier 1923. 133—2-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure.

Dame Marie-Anne Lafond, épouse commune en biens de J.-O. Bourgault, de Québec, commis, requérante; vs le dit J.-O. Bourgault, intimé.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-septième jour de décembre 1922.

Les procureurs de la requérante,

MAYRAND & GERVAIS.
Québec, 27 décembre 1922. 21—1-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1495.

Alida Bonenfant, des cité et district de Montréal dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Joseph Mayotte, absent, vs le dit Joseph Mayotte.

Une action en séparation de biens a été instituée le 29 décembre 1922.

Les avocats de la demanderesse,
29—1-5 PELLETIER & HEBERT.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3518. Dame Anita Gramigna, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Giacomo Ruggi of the same place, duly authorised to ester en justice, plaintiff; vs Giacomo Ruggi, of the City and District of Montreal, builder, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 12th January, 1923.

ALBERT J. GOODSTONE,
328—3-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court.—Beauce.

No. 6866.

Dame Agathe Nadeau, wife of Valère Labbé, machinist, of Beauce-Jonction, duly authorized to ester en justice, plaintiff vs Valère Labbé, of Beauce-Jonction, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the nineteenth day of December, one thousand nine hundred twenty-two.

FORTIER CLICHE & DUTIL,

Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, January, 17th, 1923.
352—3-5

Province of Quebec, District of Bedford, No. 1590, Superior Court.

Dame Winifred Purdy, of the township of Granby, in the District of Bedford, wife common as to property of Chester L. Swett, of the same place, farmer, plaintiff; vs. The said Chester L. Swett, defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted in this cause.

Sweetsburg, 7th December, 1922.

A. J. E. LEONARD,
80—2-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 685.

Dame Annie Solomonovitch, wife common as to property of Harry Rosen, trader, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs the said Harry Rosen, defendant.

The plaintiff has this day instituted an action in separation as to property against the defendant.

J. N. DECARIE,

Attorney for plaintiff.
Montreal, 4th January, 1923. 134—2-5

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court.

Dame Marie Anne Lafond, wife common as to property of J.-O. Bourgault, of Quebec, clerk, plaintiff; vs the said J. O. Bourgault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the twenty seventh day of December, 1922.

Quebec, 27th December, 1922.

MAYRAND & GERVAIS,
22—1-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1495.

Alida Bonenfant, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, wife common as to property of Joseph Mayotte, absent, vs the said Joseph Mayotte.

An action of separation as to property has been intered into on December 29th 1922.

PELLETIER & HEBERT,
30—1-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1396.

Dame Mélanie Couette, ci-devant de la paroisse de Saint-Fabien de Panet et actuellement de Sainte-Lucie de Beauregard, épouse commune en biens de Alfred Israel Lacroix, cultivateur, de ladite paroisse de Saint-Fabien de Panet, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Alfred Israel Lacroix, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le troisième jour de janvier, 1923.

Montmagny, le 3 janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
ROUSSEAU, CHOUINARD
103—2-5 & LAFLAMME.

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1396.

Melanie Couette, heretofore of the parish of Saint-Fabien de Panet and now of Sainte-Lucie de Beauregard, wife common as to property of Alfred Israel Lacroix, farmer, of the said parish of Saint-Fabien de Panet, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Alfred Israel Lacroix, defendant.

An action for separation as to property has been taken by the plaintiff on the 3rd of January, 1923.

Montmagny, 3rd January, 1923.

ROUSSEAU, CHOUINARD
& LAFLAMME,
104—2-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2236.

Dame Anna Lauzon, épouse commune en biens de Louis Richer, entrepreneur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée aux présentes, demanderesse; vs ledit Louis Richer, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 21 décembre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
23—1-5 LACHAPELLE & DENIS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2236.

Dame Anna Lauzon, wife common as to property of Louis Richer, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Louis Richer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day by the plaintiff against the defendant.

Montreal, 21st December, 1922. 24—1-5

LACHAPELLE & DENIS,
Attorneys for plaintiff.

Avis

Avis est par les présentes donné conformément à l'article 6102 S. R. Q., 1919, que M. Jean-Baptiste Dubois, de la cité de Montréal, 11 rue Notre-Dame Ouest, a été dûment nommé par la "Brunswick-Balke-Collender Company of Canada, Limited" son principal agent pour la province de Québec, au lieu de M. Leland Scott McLeod.

Montréal, 25 janvier 1923.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.
497

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "R. K. Malhouf Fils & Compagnie, Limitée", tenue le 11e jour de janvier 1921, au bureau principal de la compagnie No 1260, avenue Papineau, en la cité de Montréal, à 8 hrs P. M.

"Il est proposé par M. A. Dagenais, secondé par M. K. Malhouf que l'article 6 des règlements de la compagnie soit amendé et que le nombre des directeurs de R. K. Malhouf Fils & Compagnie, Limitée", soit porté à sept (7) au lieu de cinq (5) et qu'une assemblée générale spéciale des actionnaires soit convoquée pour ratifier le règlement".
"Adopté à l'unanimité".

Ce règlement a été approuvé à l'unanimité par le vote des actionnaires représentant plus des deux-tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet et tenue le 18 janvier 1921, à huit heures P. M. au numéro 1260 de l'avenue Papineau, à Montréal.

(Certifié conforme).

Le secrétaire,
R.-K. MALHOUF.
499

Notice

Notice is hereby given in accordance with article 6102 S. R. Q., 1909, that Mr. Jean Baptiste Dubois, of the city of Montreal, 11-Notre Dame street West, has been duly appointed by the "Brunswick-Balke-Collender Company of Canada, Limited," its principal agent for the Province of Quebec, in lieu and place of Mr. Leland Scott McLeod.

Montreal, January 25th, 1923.

BEAULIEU, GOUIN,
MARIN & MERCIER,
498 Attorney.

Extract of the minutes of a meeting of the directors of "R. K. Malhouf fils & Compagnie, Limitée", held the 11th day of January 1921, at the head office of the company No. 1260 Papineau Avenue, in the city of Montreal, at 8 o'clock P. M.

Moved by Mr. A. Dagenais, seconded by Mr. K. Malhouf, that Article 6 of the by-laws of the company be amended and that the number of directors of "R. K. Malhouf fils & Compagnie Limitée", be raised from 5 to 7 and that a special general meeting of the shareholders be called to ratify this by-law".

"Adopted unanimously".

This by-law was unanimously approved by the vote of the shareholders representing more than two thirds in value of the capital, at a special general meeting duly called for deliberating the same and held the 18th of January, 1921, at 8 o'clock P. M., at No. 1260 Papineau Avenue, Montreal.

A true copy.

R. K. MALHOUF,
500 Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Extrait des minutes d'une assemblée tenue le cinq de janvier mil neuf cent vingt-trois, par les actionnaires de la Cie d'Aqueduc Nationale, Ltée, de Sainte-Marie, en le comté de Beauce, laquelle assemblée a été dûment convoquée par voie de journaux et par lettre recommandée adressée à chacun des actionnaires, et à laquelle assistaient tous les actionnaires, sous la présidence du président, il a été passé et adopté la résolution suivante, savoir:

"Proposé par M. J.-N. Doyon, secondé par M. J.-A. Beaulieu, que:—

1. Considérant que l'avis convoquant la présente assemblée pourvoit à la considération de la diminution du nombre des directeurs de cette compagnie;

2. Considérant que le nombre actuel des directeurs est de neuf;

3. Considérant que le nombre total des actionnaires est de cinq;

Il soit par la présente résolu que le nombre des directeurs de cette compagnie soit de quatre.—Adopté unanimement.

Le président,
CYRILLE DULAC.

Le secrétaire,
J.-B. GENDRON.

Certifié vraie copie des minutes de la susdite assemblée.

491

Le secrétaire,
J.-B. GENDRON.

Extract of the minutes of a meeting held the 5th of January, one thousand nine hundred and twenty three, by the shareholders of "La Cie d'Aqueduc Nationale, Ltée", Sainte-Marie, in the county of Beauce, which meeting was duly called by notices inserted in the newspapers and by registered letter mailed to each of the shareholders, and at which were present all the shareholders, under the chairmanship of the president, the following resolution was passed and adopted, namely:

Moved by Mr. J. N. Doyon, seconded by Mr. J. A. Beaulieu, that:

1. Considering that the notice calling the present meeting provides for the consideration of the diminution of the number of directors of this company;

2. Considering that the present number of directors is nine;

3. Considering that the total number of shareholders is five;

It is hereby resolved that the number of directors of this company be four.—Adopted unanimously.

CYRILLE DULAC,
President.

J. B. GENDRON,
Secretary.

Certified a true copy of the minutes of the said meeting.

492

J. B. GENDRON,
Secretary.

Bureaux-chef

Chief Offices

THE ST. JAMES LAND COMPANY,
LIMITED

AVIS DE LOCATION DU BUREAU-CHEF

Avis est par les présentes donné que "The St James Land Company, Limited" constituée en corporation par lettre patentes de la province de Québec, en date du 19ième jour de janvier 1923, et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, a établi son dit bureau-chef au numéro 200 rue Saint-James, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef;

Daté à Montréal, ce dix-neuvième jour de janvier 1923.

THE ST. JAMES LAND COMPANY,
LIMITED.

Le président,
W. A. BLACK.

487

Avis est donné que la "Compagnie Geo. Herdt Incorporée, constituée en corporation en date du vingt-cinq mai 1921, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, au numéro 14, Carré Phillips, a transporté son bureau au numéro 55 Avenue du Collège McGill.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

THE ST. JAMES LAND COMPANY,
LIMITED

NOTICE OF ADDRESS OF THE HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "The St. James Land Company, Limited" incorporated by Letter Patents of the Province of Quebec, granted on the 19th day of January, 1923, and having its head office in the city of Montreal in the district of Montreal, has established its head office at number 200 St. James Street in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this nineteenth day of January 1923.

THE ST. JAMES LAND COMPANY,
LIMITED.

W. A. BLACK,
President.

488

Notice is hereby given that the "Compagnie Geo. Herdt Incorporée", incorporated by Letters Patent, dated the twenty fifth of May 1921, and having its head office in the city of Montreal, No. 14 Phillips Square, has transferred its office to No. 55 McGill College Avenue.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head-office.

Donné à Montréal ce dix-huitième jour de janvier 1923.

Le président
GEO. HERDT.
Le secrétaire,
L.-P. CHARTRAND.

489

Given at Montreal, this eighteenth day of January, 1923.

GEO. HERDT,
President.
L. P. CHARTRAND,
Secretary.

490

Compagnie dissoute

LA COMPAGNIE "THE CHRONICLE PRINTING COMPANY"

Avis est par le présent donné que la Compagnie "The Chronicle Printing Company, constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 31 octobre 1898 et ayant sa principale place d'affaires à Québec est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q. 1909.

Daté ce vingt-neuvième jour de janvier 1923.

Le sous-secrétaire de la province,
509 C.-J. SIMARD.

Company dissolved

THE COMPANY "THE CHRONICLE PRINTING COMPANY"

Notice is hereby given that the company "The Chronicle Printing Company" incorporated by Letters Patent of this province, dated the 31st of October, 1898, and having its head-office at Québec, is dissolved, in accordance with Article 6136 R. S. Q. 1909.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of January, 1923.

C. J. SIMARD,
510 Assistant Provincial Secretary.

Députés élus

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 31 janvier 1923.

Je donne avis que les candidats dont les noms suivent ont été élus députés à l'Assemblée législative de Québec dans les districts électoraux ci-après mentionnés:

Québec-Est.—M. Louis-Alfred Iétourneau, négociant à Québec;

Iles-de-la-Madeleine.—L'honorable M. Joseph-Edouard Caron, cultivateur et ministre de l'agriculture à Québec;

Lotbinière.—L'honorable M. Joseph-Napoléon Franceur, avocat à Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
535 L.-P. GEOFFRION.

Members elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, January 31, 1923.

I give notice that the candidates whose names follow have been elected as member of the Legislative Assembly of Quebec in the electoral divisions hereafter mentioned:

Quebec East:—Mr. Louis Alfred Létourneau, trader, of Quebec;

Magdalen Islands:—The Honourable Joseph Edouard Caron, farmer and minister of agriculture, of Quebec;

Lotbinière:—The Honourable Joseph Napoléon Franceur, advocate, of Quebec.

L. P. GEOFFRION,
536 Clerk of the Crown in Chancery.

ERRATUM

Dans la liste de vente pour taxes du comté de Portneuf, à la page 183 de la *Gazette officielle* du 20 janvier 1923, à la 3ème ligne, lisez "6ème rang Chavigny, canton sud-ouest", au lieu de "2ème rang Chavigny, canton sud-ouest" et à la page 335 de la *Gazette officielle* du 27 janvier 1923 à la 3ème ligne lisez "6ème rang Chavigny, canton sud-ouest", au lieu de "2ème rang Chavigny, canton sud-ouest".

Le secrétaire-trésorier C.M.C.P.,
523 ALFRED NAUD.

ERRATUM

In the list of sale for taxes for the county of Portneuf, on page 183 of the *Official Gazette* of January, the 20th 1923, at the third line read sixth range Chavigny township S. W." instead of "second range, Chavigny township S.W." and on page 335 of the *Official Gazette* of January the 27th 1923 at the third line read "sixth range, Chavigny township S.W." instead of "second range, Chavigny township S.W."

ALFRED NAUD,
524 Secretary-treasurer M.C.C.P.

Failli

Canada, province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 1177. Cour supérieure.

Dame Marie-Rose Monast, demanderesse; vs Joseph Roy, défendeur.

Avis est donné que le vingt-sept décembre

Insolvent

Canada, province of Québec, district of Saint Hyacinthe, No. 1177, Superior Court.

Dame Marie-Rose Monast, plaintiff; vs Joseph Roy, defendant.

Notice is given that the twenty seventh day of

1922, le soussigné, Henri Morin, notaire, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a été nommé par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens dudit Joseph Roy, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville et maintenant des Etats-Unis d'Amérique, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains au No 159 rue Girouard, à Saint-Hyacinthe, dans les trente jours de cet avis.

HENRI MORIN.

Saint-Hyacinthe, 31 janvier 1923. 521

December, 1922, the undersigned Henri Morin, notary, of the city and district of Saint-Hyacinthe was appointed by an order of the court curator to the property of the said Joseph Roy, heretofore farmer, of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, and now of the United States of America, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me at No. 159, Girouard street, at Saint Hyacinthe, within thirty days from the date of this notice.

HENRI MORIN.

Saint Hyacinthe, 31st January, 1923. 522

Soumissions

CITE DE SAINT-LAMBERT

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées seront reçues à l'hôtel de ville, Saint-Lambert, jusqu'à huit heures du soir, lundi, le 19e jour de février 1923, pour l'achat de \$350,000.00 d'obligations de la cité de Saint-Lambert.

Ces obligations sont en coupures de \$1,000.00, portant intérêt à 5½%, payable le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pour une période de trente ans et seront datées du 1er novembre 1922.

Chaque soumission doit être accompagnée par un chèque accepté égal à un pour cent.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute ou aucune autre soumission.

Les soumissions seront ouvertes à l'hôtel de ville, à une séance du conseil de la cité qui sera tenue lundi, le 19 février, 1923, à huit heures du soir.

Le secrétaire-trésorier,
JAMES-R. BEATTY.

Hôtel de ville,
Saint-Lambert, 30 janvier 1923. 513-5-2

Tenders

CITY OF SAINT LAMBERT

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received at the City Hall, Saint Lambert, up to eight o'clock in the evening, on Monday, the 19th day of February, 1923, for the purchase of \$350,000.00 bonds of the City of Saint Lambert.

The Bonds are of \$1,000.00 denomination, bearing interest at 5½%, payable May 1st and November 1st, of each year, for the period of thirty years, and dated from November 1st, 1922.

Each tender must be accompanied by a certified cheque, equal to one per cent.

The Council does not bind itself to accept the highest or any other tender.

The tenders will be opened at the City Hall, at session of the City Council to be held Monday, February the 19th, 1923, at eight o'clock in the evening.

JAMES R. BEATTY,
Secretary-treasurer.

City Hall,
Saint Lambert, 30th January, 1923. 514-5-2

Ventes, Loi de faillite

In re: H.-R. Smith & Son, Coteau Station, Qué., cédants autorisés.

Avis de vente [suivant paragraphe 3-b article 20, Loi de Faillite, 9-10, Geo. V, ch. 36,] des immeubles ci-dessous:

1. "La moitié ouest d'un emplacement connu et désigné comme lot numéro cent vingt-sept (No 127) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Polycarpe,—avec bâtisses dessus construites, et passage en commun avec l'autre moitié dudit emplacement;"

2. "Un emplacement connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe comme faisant partie du lot numéro cent vingt-sept (No 127) tenant en front à une rue, en arrière à Ferdinand Massé, d'un côté à H.-Robert Smith et de l'autre à Azarias Saint-Amour,—avec bâtisses dessus construites;"

Pour être vendus à la porte de l'église de Coteau Station, le MERCREDI, SEPTIEME jour de MARS 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le syndic autorisé,
THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED.
495-5-2

Sales, Bankruptcy Act

In re: H. R. Smith & Son, Coteau Station, Que., authorized assignors.

Notice of sale (under paragraph 3-b, article 20, Bankruptcy Act, 9-10 Geo. V, ch. 36) of the following immovables:

1. The west half of an emplacement known and designated as being lot number one hundred and twenty seven (No. 127) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe—with the buildings thereon erected, and the right of passage in common—with the other half of the said emplacement.

2. An emplacement known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe as forming part of the lot number one hundred and twenty seven (No. 127) bounded in front by a street, in rear by Ferdinand Massé, on one side by H. Robert Smith and on the other side by Azarias St-Amour—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Coteau Station, on WEDNESDAY the SEVENTH day of MARCH, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.
THE SUN TRUST COMPANY,

LIMITED,
Authorized trustee.

496-5-2

Dans l'affaire de Jos. St. Pierre, Sainte Geneviève, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que LUNDI, le DOUZIÈME jour de MARS 1923, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à mon bureau, 30 Saint-Jacques, chambre 11, dans la cité de Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

1. Un lot de terre, de forme irrégulière formant environ deux arpents en superficie, situé au village de Sainte-Geneviève, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Geneviève, sous le numéro cent dix-sept, borné devant par le chemin public, en arrière par les lots numéros cent seize et cent dix-neuf des susdits plan et livre de renvoi, à l'est par les lots numéros cent dix-huit et cent dix-neuf ces mêmes plan et livre de renvoi et à l'ouest par le lot de terre appartenant à Camille Laniel et faisant partie du lot numéro cent dix-sept—avec une maison et autres bâtiments dessus construits.

Conditions de la vente du dit immeuble

1. L'acquéreur paiera sa proportion des taxes générales et spéciales et des primes d'assurances à compter de la date de l'adjudication.

2. L'acquéreur prendra la propriété dans l'état actuel et dans les mêmes conditions que celles d'une vente au shérif.

3. Tout enchérisseur, avant ou à sa première enchère devra déposer entre les mains du liquidateur, comptant ou par un chèque accepté à l'ordre du liquidateur, la somme d'au moins 20% sur son enchère, et faute de faire ce dépôt, son enchère ne sera pas acceptée, cette dite somme devant être retournée, s'il n'acquiert pas la propriété, et s'il l'acquiert, devant être appliquée en acompte, du prix d'achat conformément au paragraphe suivant.

4. La balance du prix d'achat devra être payée comptant ou par chèque accepté à l'ordre du liquidateur lors de la passation de l'acte de vente.

5. En sus du prix d'adjudication, l'acquéreur devra payer 4½% comme commission de la vente de l'encanteur et des droits du gouvernement.

6. L'acte de vente sera passé à la demande du liquidateur devant un notaire à son choix.

7. Cette vente est faite en conformité avec l'article 20, paragraphe 3-b, Loi des Faillites, et équivaut à une vente par le shérif.

8. Les conditions de paiement sont: Argent comptant. La plus haute et aucune des enchères ne sera nécessairement acceptée.

Pour plus amples informations, s'adresser au bureau du soussigné.

Le syndic autorisé,

HECTOR ROUSSIN.

Bureau de Beaulieu & Roussin,
30 Saint-Jacques Chambre 11,
Main 7551, Montréal.

L'encanteur,

Matthew F. Hicks.

Montréal, 25 janvier 1923.

503—5-2

In the matter of Jos. St-Pierre, Sainte-Geneviève, Québec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the TWELFTH day of MARCH, 1923, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at my office, 30 Saint James street room 11, in the city of Montreal, the following immovable, to wit:

1. A lot of land, of irregular figure forming about two arpents in superficies, situate at the village of Sainte Geneviève, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Sainte Geneviève, under the number one hundred and seventeen, bounded in front by the public road, in rear by the lots numbers one hundred and sixteen and one hundred and nineteen on the aforesaid plan and book of reference, to the east by the lots numbers one hundred and eighteen and one hundred and nineteen on the same plan and book of reference and to the west by the lot of land belonging to Camille Laniel and forming part of the lot number one hundred and seventeen—with a house and other buildings thereon erected.

Conditions of the sale of the said immovable

1. The purchaser shall pay his proportion of the general and special taxes and insurance premiums counting from the date of the adjudication.

2. The purchaser shall take the property as it now stands and in the same conditions as a sale by the sheriff.

3. Every bidder shall on or at the time of his first bid deposit in the hands of the liquidator, in cash or by means of an accepted cheque to the order of the liquidator, a sum equal to at least 20% of his bid, and should he fail to make such deposit his bid shall not be accepted, the said sum to be returned to the unsuccessful bidders, and to be applied as part payment of the purchase price in the case of the successful bidder pursuant to the following paragraph.

4. The balance of the purchase price to be paid cash or by an accepted cheque to the order of the liquidator at the time of the execution of the deed of sale.

5. In addition to the price of adjudication, the purchaser shall pay 4½% to cover the fees of the auctioneer and government dues.

6. The deed of sale shall be executed on the demand of the liquidator before a notary chosen by him.

7. This sale is made in accordance with article 20, paragraph 3b, Bankruptcy Act and is equivalent to a sheriff's sale.

8. Terms of payment are: Cash. The highest and any of the bids shall not be necessarily accepted.

For further particulars, apply to the office of the undersigned.

HECTOR ROUSSIN,

Authorized trustee.

Office of Beaulieu & Roussin,
30 Saint James street, room 11,
Main 7551, Montreal.

Matthew F. Hicks,

Auctioneer.

Montreal, January, 25th 1923.

504—5-2

Dans l'affaire de Odilon Duval, journalier, East-Angus, cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le CINQUIEME jour de MARS 1923, à DIX heures A. M., sera vendu par encan public, à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Louis de Westbury (East-Angus), l'actif immobilier de cette faillite, décrit comme suit:

a.—Le lot treize, cent cinquante et un (13-151), dans le troisième rang du canton de Westbury—avec les bâtisses dessus construites;

b.—Partie du lot numéro quinze A (P. 15A), dans le troisième rang dudit canton de Westbury, et décrit comme suit, savoir: commençant à un point où est planté un poteau de fer par Achille Dufresne, arpenteur provincial, sur le côté sud du chemin construit sur la ligne entre les rangs trois et quatre, dudit canton, et indiqué sur le plan annexé à l'acte de vente de Robert Westgate à Zéphirin Laroche, passé devant J.-L. Mackie, notaire, le 14 novembre 1920, par la lettre "A", de là allant au sud, dix-sept chaînes et soixante et dix-huit chaînons, jusqu'au côté nord-ouest dudit chemin conduisant au bassin, cinq chaînes à un poteau marqué "C", sur ledit plan; de là courant au nord vingt-deux chaînes et quatre-vingt-trois chaînons à un autre poteau marqué "H" sur ledit plan; de là allant à l'est en suivant le côté dudit chemin en premier lieu mentionné six chaînes et quatre-vingt-six chaînons, jusqu'au lieu de commencement audit poteau marqué "A" sur le dit plan; borné au nord par le susdit chemin; au sud-est par le chemin allant au bassin; à l'est par partie du même lot à Pierre Godbout ou représentants, et à l'ouest par autre partie dudit lot à Pierre Bernier, et contenant dix acres de terre en superficie.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné, en aucun temps.

Les immeubles plus haut désignés peuvent être visités en tout temps, en s'adressant sur les lieux.

Cette vente est faite conformément à l'article 3b de la Loi des Faillites, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,

J.-A. DONAT CHAGNON.

Bureaux: 49, rue Alexandre,

Trois-Rivières, Qué.

Trois-Rivières, 30 janvier 1923. 511—5-2

Dans l'affaire de Ovila Aubin, de Huberdeau, cédant autorisé.

Avis vous est par les présentes donné, que le neuvième jour de Mars 1923, à onze heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, et conformément au paragraphe 3-B, de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'Eglise de la paroisse de Huberdeau, l'immeuble suivant, savoir:

Le lot de terre numéro vingt-quatre, de la subdivision du lot numéro vingt-quatre (24-24) du rang quatre du cadastre officiel dudit canton Arundel, contenant soixante-dix pieds de front par cent trente de profondeur, le tout mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, avec maison et dépendances y érigées.

Un emplacement portant le numéro vingt-A de la subdivision officielle du rang trois du cadastre officiel du dit canton Arundel, contenant cent quinze pieds de longueur dans la ligne ouest,

In the matter of Odilon Duval, laborer, East Angus, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIFTH day of MARCH, 1923, at TEN o'clock A. M., there will be sold by public auction, at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury (East Angus), the immoveable assets of this estate described as follows:

a.—The lot thirteen, one hundred and fifty-one (13-151), in the third range of the township of Westbury—with the buildings thereon erected.

b.—Part of the lot number fifteen A (Pt. 15A), in the third range of the said township of Westbury, and described as follows, to wit: commencing at a point where an iron stake was driven into the ground by Achille Dufresne, provincial land surveyor, on the south side of the road built on the line between the third and fourth ranges of the said township and shown on a plan annexed to the deed of sale from Robert Westgate to Zéphirin Laroche, passed before J. I. Mackie, notary, the fourteenth of November, 1920, by the letter "A"; thence, southerly seventeen chains and seventy-eight links, up to the northwest side of the said road leading to the basin, five chains to a stake marked "C", on the said plan; thence running northerly twenty-two chains and eighty-three links to another stake marked "H", on the said plan; thence easterly following the side of the said road firstly above mentioned six chains and eighty-six links up to the place of commencement at the said stake marked "A", on the said plan; bounded to the north by the aforesaid road, to the southwest by the road leading to the basin, to the east by part of the same lot owned by Pierre Godbout or representatives, and to the west by another part of the said lot owned by Pierre Bernier and containing ten acres of land in superficies.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

The immoveables above described may be inspected at any time on applying on the premises.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J. A. DONAT CHAGNON,

Authorized trustee.

Offices: 49 Alexandre Street,

Three Rivers.

Three Rivers, 30th January, 1923. 512—5-2

In the matter of Ovila Aubin, of Huberdeau, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the ninth day of March, 1923, at eleven o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, and in accordance with paragraph 3-B, of article 20 of the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Huberdeau, the following immoveable assets, viz:—

A lot of land number twenty four of the subdivision of lot number twenty-four (24-24) of the fourth range of the official cadastre of the said township of Arundel, containing seventy feet in width by one hundred and thirty feet in depth, the whole, English measure, and without guarantee of exact measure, with buildings and appurtenances thereon erected.

An emplacement being the number twenty A of the official subdivision of the third range of the official cadastre of the said township of Arundel, containing one hundred and fifteen feet in length

quatre-vingts pieds dans la ligne nord et quatre-vingt-dix-huit pieds dans la ligne sud, la ligne est étant limitée par la rivière Rouge, contenant en superficie, environ dix mille cent trente-cinq pieds, avec l'obligation d'y laisser le chemin y existant.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente, payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par shérif.

Le syndic autorisé,

EUGENE PREVOST.

Montréal, 31 janvier 1923.

Bureau de Prevost & Perras,

50 rue Notre-Dame-Ouest, Montréal.

515-5-2

Dans l'affaire de: Rosario Maillé, de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le huitième jour de mars 1923, à onze heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public et conformément au paragraphe 3-B, de l'article 20 de la loi de faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, l'immeuble suivant, savoir:

Un certain emplacement situé sur le côté ouest de la rue Waverly, à Ahuntsic, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Sault-au-Récollet, sous le No deux cent soixante et huit, de la subdivision officielle du lot No 68 (268-68), contenant vingt-cinq pieds (25) de front par quatre-vingt-six pieds (86) de profondeur, plus ou moins, avec bâtisses y érigées.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente, payable comptant.

Cette vente faite en vertu de la loi de faillite, tel que susdit, équivaut à une vente par shérif.

Le syndic autorisé

EUGENE PREVOST.

Montréal, 31 janvier 1923.

Bureau de: Prevost & Perras,

50 rue Notre-Dame-Ouest Montréal.

517-5-2

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe.

Dans l'affaire de l'actif de Charles Sauvé, médecin vétérinaire de la cité de Saint-Hyacinthe, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que mardi, le six mars 1923, à onze heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère publique, aux bureaux de Morin & Morin, No 159 rue Girouard, cité de Saint-Hyacinthe, l'immeuble ci-après décrit, savoir:—

1. Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, sur le côté sud-ouest de la rue Laframboise, mesurant quatre-vingt-onze pieds de profondeur à partir du trottoir y situé exclusivement, sur quarante-sept pieds et dix pouces de front, le tout mesure anglaise, et étant cette partie nord-est du lot de terre numéro six cent deux (No. Pt. N. E. 602) du cadastre officiel de ladite cité, qui prend sur le côté sud-ouest de ladite rue Laframboise et se prolonge vers le sud-ouest jusqu'à une profondeur de quatre-vingt-onze pieds avec les bâtisses y érigées; la partie dudit lot No 602 entre ladite profondeur de quatre-vingt-onze pieds et la rue Rosalie étant la propriété de Henri Sicotte ou représentants moins, toutefois, le droit de passage ci-après décrit.

2. Un droit de passage sur ladite partie dudit lot numéro six cent deux restant la propriété

on the west side, eighty feet on the north side and ninety-eight feet on the south side, the east side extending to the Red River, containing in area about ten thousand, one hundred and thirty five feet, with the obligation to leave the road actually existing.

Slae to be made to the highest bidder, and the price of sale, payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act, as aforesaid, and is equal to a sheriff's sale.

EUGENE PREVOST,

Authorized trustee.

Montreal, 31st January, 1923.

Office of Prevost & Perras,

50 Notre-Dame street west, Montreal.

516-5-2

In the matter of Rosario Maillé, Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on the eighth day of March, 1923, at 11.00 o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, and in accordance with paragraph 3-B, of article 20 of the Bankruptcy Act, at the Sheriff's office of the district of Montreal, at the Court House, the following immoveable, viz:

A certain emplacement situate on the west side of Waverly street, in Ahuntsic, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of Sault-au-Récollet, under the No. two hundred and sixty eight of the official subdivision of lot No. sixty eight (268-68) containing twenty five feet in front (25) by eighty six feet in depth (86), more or less, with buildings thereon erected.

The sale to be made to the highest bidder, and the price of sale, payable cash.

This sale is made under the Bankruptcy Act as aforesaid and is equal to a sheriff's sale.

EUGENE PREVOST,

Authorized trustee.

Montreal, 31st January, 1923.

Office of Prevost & Perras,

50 Notre Dame street West, Montreal.

518-5-2

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe.

In the matter of Charles Sauvé, of the city of Saint Hyacinthe, veterinary surgeon, authorized assignor.

Public notice is hereby given that on Tuesday, the sixth day of March, 1923, at eleven o'clock in the forenoon, at the office of Morin & Morin, No. 159 Girouard street, in the city of Saint Hyacinthe, will be sold by public auction the following immoveable property, namely:

1. That certain emplacement situate in the city of Saint Hyacinthe, on the south west side of Laframboise street, containing ninety-one feet in depth from the sidewalk there situated, exclusively, by forty seven feet ten inches in width, the whole English measure, and being the north east part of lot number six hundred and two (No. N.E. Pt. 602) on the official plan and book of reference of said city, taken on the south west side of said Laframboise street and running towards the south west to a depth of ninety one feet, with the buildings thereon erected; the part of said lot No. 602 situate between said depth of ninety one feet and Rosalie street belonging to Henri Sicotte or representatives, less, however, the right of passage hereinafter described.

2. A right of way over the said part of lot number six hundred and two belonging to said Henri

audit Henri Sicotte ou représentants, entre la partie sus-décrite de ce lot et la rue Rosalie, ledit passage ouvert et livré d'une largeur de neuf pieds sur le côté sud-est sur la partie dudit lot étant la propriété dudit Henri Sicotte ou représentants et prenant à l'extrémité sud-ouest du terrain sus-décrit et aboutissant à la rue Rosalie.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi de faillite et a le même effet qu'une vente par le shérif.

Pour informations et conditions s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

HENRI MORIN.

Saint-Hyacinthe, le 29 janvier 1923.

519—5-2

Sicotte or representatives, situate between the above described part of said lot and Rosalie street, said right of passage containing nine feet in width and running from the south west side of the above described emplacement, to said Rosalie street.

This sale is made in conformity with paragraph 3-B of article 20 of the Canada Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

For further informations and conditions apply to the undersigned.

HENRI MORIN,

Authorized trustee.

Saint Hyacinthe, 29th January, 1923.

520—5-2

F.-X. Vanasse, Trois-Rivières, Qué., cédant-avisé.

Avis est par les présentes donné que, mercredi, le 28 février 1923, à 10 heures de l'avant-midi, seront vendus par encaissement public à mon bureau, Edifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

1. Un emplacement situé sur et au côté sud-ouest de l'Avenue Laviolette, en la cité des Trois-Rivières, contenant environ vingt-huit pieds de front sur une profondeur moyenne de quatre-vingts quelques pieds, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept, subdivision du lot numéro onze cent vingt-deux (ptie 1122-287) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières—avec une maison à trois logements dessus construite, circonstances et dépendances, borné en front par ladite Avenue Laviolette, en profondeur par la ligne du Pacifique Canadien, du côté sud-est par Joseph Blanchette et de l'autre côté par Armand Leblanc ou représentant avec droit de passage dans la ruelle en arrière et au côté de l'emplacement restant audit Armand Leblanc pour communiquer de ladite rue en arrière dudit emplacement.

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Wolfe, au côté sud-est d'icelle, en la cité des Trois-Rivières, de trente pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-deux (1122-198) du cadastre officiel de ladite cité des Trois-Rivières—avec la maison à deux logements lambrissée en brique et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec ses droits à la ruelle en arrière dudit emplacement et aussi sujet à ses obligations à l'égard d'icelle.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente:—Argent comptant. Pour plus amples renseignements, s'adresser à

Le syndic-avisé,

HENRI BISSEON.

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 30 janvier 1923. 529—5-2

In the matter of F. X. Vanasse, Three Rivers, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on Wednesday, the 28th of February, 1923, at ten o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at my office Hochelaga Bank Building, Three Rivers, the following immovables:

1. An emplacement situate on and to the southwest side of Laviolette Avenue, in the city of Three Rivers, containing about twenty eight feet in front by a mean depth of about eighty feet or more, known and designated as forming part of the lot number two hundred and eighty seven, subdivision of the lot number eleven hundred and twenty two feet (Pt. 1122-287) on the official cadastre of the city of Three Rivers—with a three tenement house thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front by the said Laviolette Avenue, in depth by the Canadian Pacific Railway line, on the southeast side by Joseph Blanchette and on the other side by Armand Leblanc or representative, with the right of passage in the lane at the rear and lying next to the emplacement belonging to the said Armand Leblanc, to communicate from the said street in rear of the said emplacement.

2. A lot of land fronting on Wolfe street, to the southwest thereof, in the city of Three Rivers, of thirty feet in width by eighty feet in depth, the whole English measurements, known and designated as being the lot number one hundred and ninety eight of the official subdivision of the lot number eleven hundred and twenty two (1122-198) on the official cadastre of the city of Three Rivers—with the two tenement houses, brick encased and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with the rights to the lane in rear of the said emplacement and also subject to the obligations attached thereto.

The titles and certificates may be seen at my office in any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties may be inspected at any time, on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further informations, apply to

HENRI BISSEON,

Authorized trustee.

Office: Hochelaga Bank Building.

Three Rivers, 30th January, 1923. 530—5-2

Dans l'affaire de La Cie Lemoine & Lesage, Limitée, de Québec, immeubles, cédant autorisés.

Avis est par le présent donné que MARDI, le SIXIEME jour de MARS 1923, à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les propriétés de cette faillite décrites comme suit:

a. Une terre située dans la paroisse de Sainte-Foye, étant connue et désignée comme partie du lot numéro trois cent dix-neuf (319) et les subdivisions 760, 761, 762, 763, 795, 796 et 769, du lot originaire 319 de Saint-Foye, sauf à distraire les emplacements endus de ce lot 319, comme suit: 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 817, 818, 819, 790, 791, 856, 857, 854, 855, 562, 563 et 840 de la subdivision du lot 319, du plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec.

La propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3-B de la Loi des faillites qui équivaut la vente au shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

Edifice Bossé, Québec.

Québec, 11 janvier 1923.

435-4-2

L'encanteur: JOS. GIROUX.

In the matter of La Cie Lemoine & Lesage, Limitée, of Quebec, authorized assignors.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTH day of MARCH, 1923, at ELEVEN o'clock a.m., there will be sold by public auction at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the immoveables of this estate described as follows:

a. A farm situate in the parish of Sainte-Foye, being known and designated as part of the lot number three hundred and nineteen (319) and the subdivisions 760, 761, 762, 763, 795, 796, and 769, of the original lot 319 of Sainte-Foye, save and to be deducted the emplacements sold out on this lot 319, as follows: 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 817, 818, 819, 790, 791, 856, 857, 854, 855, 562, 563 and 840 of the subdivision of lot 319 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Foye, county of Quebec.

The sale is made to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec.

The property may be inspected at any time, on applying to the undersigned.

This sale is made pursuant to Article 20, paragraph 3-B of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Au horized signors.

Offices: 147 Mountain Hill street,

Bossé Building, Quebec.

Québec, 11th January, 1923.

436-4-2

JOS. GIROUX, auctioneer.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } L. N. LECLERC, de-
No 530. } mandeur; vs les

héritiers de feu demoiselle Emilie Moffatt, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Une terre de la contenance de trois arpents de front sur la profondeur du lot et étant une partie du lot numéro deux cent soixante-dix (p. 270) du cadastre officiel du canton de Somerset sud; bornée des deux bouts aux cordons des rangs, du côté sud-ouest par Georges Vallée, et du côté nord-est par l'immeuble ci-après décrit,—circonstances et dépendances.

2. Une autre terre de la contenance d'environ quatre-vingts acres en superficie, et étant la partie est dudit numéro 270 dudit cadastre du canton de Somerset sud; bornée des deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté par J.-B. Vallée et de l'autre côté par l'immeuble ci-dessus décrit,—circonstances et dépendances;

3. Une autre terre de la contenance d'environ quatre-vingts arpents en superficie, prenant à trois arpents du cordon entre les huitième et neuvième rangs, en profondeur au dixième rang, d'un côté à Napoléon Filteau et de l'autre côté à R. St-Pierre, et faisant partie du lot numéro deux

SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } L. N. LECLERC, plain-
No. 530. } tiff; vs the heirs of

the late Miss EMILIE MOFFATT, defendants.

As belonging to said defendants:

1. A piece of land containing three arpents in front by the depth of the lot and being a part of the lot No. 270 of the official plan and book of reference of the township of Somerset south; bounded at both ends by the concessions lines, on the south west side by Georges Vallée and on the north east side by the immoveable described hereafter—circumstances and dependencies;

2. Another piece of land of about 80 acres in superficies and being the east part of said lot No. 270 of the said official plan for the township of Somerset south; bounded at both ends by the concessions lines, on one side by J. B. Vallée and on the other side by the immoveable above described—circumstances and dependencies;

3. Another piece of land containing about 80 arpents in superficies, commencing at 3 arpents from the concession line between the 8 and 9th ranges; bounded in depth by the 10th range, on one side by Napoléon Filteau and on the other side by R. St-Pierre, and forming part of lot No.

cent soixante-treize dudit cadastre du canton de Somerset sud—avec les bâtisses y érigées;

4. Une lisière de terrain de treize pieds de large sur environ quatorze arpents de profondeur, et faisant partie du numéro deux (No 2) du cadastre de Plessisville, laquelle lisière de terrain a toujours été occupée comme route depuis le 24 janvier 1845.

Pour être vendues, en un seul lot, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte-de-Somerset, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain (1923), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 9 janvier 1923.

[Première publication, 13 janvier 1923]

147—2-2

273 of the said official plan and book of reference for the township of Somerset south—with the buildings thereon erected;

4. A strip of land of 13 feet wide upon about 14 arpents in depth and forming part of lot No. 2 of the official plan and book of reference of the village of Plessisville, which strip of land was always used as by-road since the 24th of January, 1845.

To be sold, in one lot, at the parochial church door of Saint-Calixte-de-Somerset, on the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, (1923), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 9th January, 1923.

[First publication, 13th January, 1923]

148—2-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Bedford. No 1490.

LOUIS-JOSEPH JO-DOIN, notaire public, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, demandeur; vs "WATERLOO IRON WORKS LIMITED", corporation légalement constituée ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la dite ville de Waterloo, dans le district de Bedford, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Toute cette partie du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183) qui reste après déduction faite de la totalité dudit lot, du coin ou de la portion, sud-ouest, maintenant possédée par la succession de feu S. H. C. Miner ou représentants, des plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant ville de Waterloo, de la contenance qu'il peut y avoir, avec ensemble les usines et autres bâtisses et améliorations érigées et faites sur ledit terrain et avec aussi les machineries à demeure fixe, les courroies et arbres de couche et engins, bouilloires, outils, modèles et aussi avec le droit suivant, l'usage en commun avec ladite succession de feu S. H. C. Miner ou représentants propriétaires du lot numéro cent quatre-vingt-six (186) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village, maintenant, la ville de Waterloo, sur lequel un moulin à moudre le grain est érigé, et de la partie ou portion sud-ouest dudit lot cent quatre-vingt-trois (183), d'une ruelle de neuf pieds de largeur, communiquant de l'extrémité est de la ruelle qui existe actuellement entre ledit moulin et le lot numéro cent quatre-vingt-cinq (185) appartenant à Charles Nutting ou représentants, ou résidu dudit lot numéro cent quatre-vingt-trois (183), en arrière du lot cent quatre-vingt-quatre (184) telle que ladite ruelle est tracée et marquée sur un plan préparé par M. Mitchell, arpenteur provincial, le 26 juillet, 1885 et déposé au bureau d'enregistrement du comté de Shefford pour référence (b). Au cas où ladite ruelle serait abandonnée comme telle, toute cette partie d'icelle située au nord d'une ligne tirée à travers ladite ruelle commençant au coin nord-ouest du lot cent quatre-vingt-six jusqu'au nord-ouest du lot 184, devant rester comme ruelle.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Saint-Bernardin de Water-

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Bedford. No 1490.

LOUIS JOSEPH JO-DOIN, notary public, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, plaintiff; vs "Waterloo Iron Works Limited" a body politic and corporate, and duly incorporated according to Law, having its principal place of business and office at the said town of Waterloo, in the district of Bedford, defendant.

As belonging to defendant.

All that part of lot No. one hundred and eighty three (183) remaining after having deducted from the whole lot, the south-west corner or portion thereof, now owned by the estate and succession of the late S. H. C. Miner, or representatives, of the cadastral plan and book of reference of the village, now the town of Waterloo, be the contents thereof what it may, together with the shops and other buildings and improvements thereon erected and made, and together with all fixed machineries, belting and shafting and engines, boilers, tools, patterns, and together also with the right to wit: To use in common, with the said estate and succession of the late S. H. C. Miner, or representatives owners of the lot number one hundred and eighty-six (186) of the cadastral plan and book of reference of the village, now the said town of Waterloo, upon which a grist mill is erected, and of the south-westerly part or portion of said lot number one hundred and eighty three (183), a lane nine feet wide, communicating from the east end of the one now existing between the said grist mill, and lot No. one hundred and eighty five (185) the property of Charles Nutting or representatives, to the remainder of said lot number 183 in rear of the lot 184 as the said lane laid out and marked upon a plan prepared by M. Mitchell, Provincial Land Surveyor, on the 26th of July 1885, and deposited in the Shefford County Register Office for reference, (B) to remain in the event of the said lane being abandoned as such, all that part thereof lying north of the line drawn across the same, starting from the north-east corner of lot one hundred and eighty-six, to the north-west corner of lot 184.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Bernardin-de-Waterloo, at Water-

loo, à Waterloo, JEUDI, le HUITIEME jour de MARS 1923, à DEUX heures de l'après-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, 26 janvier 1923.

[Première publication, 3 février 1923]

533-5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } CHRISTOPHER BRO-
District de Bedford. } DEUR, fermier, du
No 1510. } canton de Granby, dis-
trict de Bedford, demandeur; contre UBALD
TRAHAN, fermier, de la même place et présen-
tement de Saint-Césaire, district de Saint-Hya-
cinthe, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain lot de terre formant partie du lot numéro vingt-deux (22), du troisième rang de l'arpentage primitif du canton de Granby, étant le tiers est du dit lot primitif; borné au nord par les numéros 362-363, au sud par le numéro cent quatre-vingt-sept (187), à l'est par les numéros 269, 270, 273, à l'ouest par le numéro 275; mesurant neuf (9) chaînes et trente-cinq chaînons en largeur, par soixante-douze chaînes et cinquante chaînons de profondeur, moins une étendue de quatre cent cinquante-cinq millièmes d'acre, compris dans la ligne du chemin de fer Stanstead-Shefford et Chambly; contenant soixante-sept acres et trois cent trente-trois millièmes en superficie, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro 274, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, canton Granby, comté de Shefford, dans le dit district de Bedford—avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Granby, SAMEDI, le DIX-SEPTIEME jour de FÉVRIER 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, 8 janvier 1923.

[Première publication, 13 janvier 1923.]

141-2-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, } SA MAJESTE le roi, au
Province de Québec, } nom du Canada, re-
District de Bedford. } présenté par La Com-
No 1492. } mission Canadienne de
l'établissement de Soldats, agissant par l'inter-
médiaire du Surintendant de district de la dite
commission, à Sherbrooke, en la cité de Sher-
brooke, dans le district de Saint-François, de-
mandeur; contre ALFRED-HENRY LINDOP,
par lui-même décrit comme étant des cité et
district de Montréal, ci-devant du canton Pot-
ton, dans le district de Bedford, et maintenant
de lieux inconnus, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot de terre situé dans le canton de Pottton, dans le district de Bedford, qui constituait autrefois les cinquante acres est du lot numéro six, dans le huitième rang, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent soixante (860), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton—avec toutes les bâtisses dessus construites et les appartenances, sans exception ou réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cajétan-de-Pottton, à

loo, on THURSDAY, the EIGHTH day of MARCH 1923, at TWO o'clock in the afternoon.
Sheriff's office.

C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sweetsburg, January, 26th 1923.

[First publication, 3rd February, 1923]

534-5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CHRISTOPHER BRO-
District of Bedford. } DEUR, farmer, of
No. 1510. } the township of Granby,
district of Bedford, plaintiff; against UBALD
TRAHAN, farmer, of the same place and pre-
sently of Saint Césaire, district of Saint Hyacin-
the, defendant.

As belonging to defendant:

That certain piece of land forming part of lot number 22, of the third range in the primitive survey of the township of Granby, being the east third of said primitive lot; bounded on the north by numbers 362, 363, on the south by number 187, on the east by numbers 269, 270, 273, on the west by number 275; measuring nine chains and thirty-five links in breadth by seventy-two chains and fifty links in depth, less an extent of four hundred and fifty-five thousandths of an acre, included in the line of the Stanstead, Shefford and Chambly Railroad; containing sixty-seven acres and three hundred and thirty-three thousandths, in superficies, now known and described as lot number 274, of the official cadastral plan and in the book of reference of the parish of Saint Alphonse, township of Granby, county of Shefford, in said district of Bedford—with all buildings thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alphonse de Granby, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office,

Sweetsburg, 8th January, 1923.

[First publication, 13th January, 1923.]

142-2-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } HIS MAJESTY the
Province of Quebec, } King, in the right of
District of Bedford. } Canada, represented by
No. 1492. } the Soldier Settlement
Board of Canada, acting by the Ministry of the
District Superintendent of the said Board, at
Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, in the dis-
trict of Saint Francis, plaintiff; against ALFRED
HENRY LINDOP, by himself described as of
the city and district of Montreal, formerly of the
township of Pottton, in the district of Bedford,
presently of parts unknown, defendant.

As belonging to defendant:

The lot of land situated in the township of Pottton, in the district of Bedford, which formerly constituted the eastern fifty acres of lot number six, in the eighth range, now known and designated as lot number eight hundred and sixty (860), of the official cadastral plan and book of reference of the said township—with all the buildings thereon and the appurtenances thereto, without exception or reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cajetan de Pottton, at Manson-

Mansonville, LUNDI, le DIX-NEUVIEME jour de FEVRIER 1923, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON,
Sweetsburg, 9 janvier 1923.
[Première publication, 13 janvier 1923.]
143—2-2

ville, on MONDAY, the NINETEENTH day of FEBRUARY, 1923, at TWO o'clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's office,
Sweetsburg, 9th January, 1923.
[First publication, 13th January, 1923.]
144—2-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Roberval.

Chicoutimi, à savoir : J. ULRIC BILODEAU, No 3316. } J. ET LOUIS-PHILIPPE DION, tous deux de la cité de Québec, et y faisant affaires ensemble en société comme marchands de matériaux d'amiante, etc., sous la raison sociale de "La Cie Manufacturière d'Amiante", demanderesse; contre THOMAS TREMBLAY ET JEAN-BAPTISTE TREMBLAY, de Saint-Jérôme de Métabetchouan—Lac Saint-Jean district de Roberval, faisant affaires ensemble en société comme marchands manufacturiers, etc., sous la raison sociale de "Tremblay & Fils", société non enregistrée, défendeurs.

Comme étant en la possession du défendeur Thomas Tremblay:

La partie centrale de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du village de Bagotville, sous le lot numéro deux cent soixante-trois (263), mesurant la dite partie centrale quatre-vingt-cinq pieds de front ou largeur, sur une profondeur d'environ cent pieds et bornée en front par la rue Elgin, en arrière aux représentants de Wilfrid Côté, d'un côté au nord à la partie du même lot appartenant aux représentants de Joseph Bolduc, et de l'autre côté au sud à la partie du même lot appartenant aux représentants de Clet Bolduc, fils; — avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Bagotville, MARDI, le TREIZIEME jour de FEVRIER prochain, 1923, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, 6 janvier 1923.
[Première publication, 13 janvier 1923.]
105—2-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup. } EMILE LAROCHELLE, No 4162. } E fils de Charles, de la paroisse de Saint-Arsène, demandeur; contre EMILE LAROCHELLE, fils d'Hérode, de la paroisse de Saint-Arsène, défendeur, à savoir:

1. Le quart indivis des lots de terre portant les numéros deux cent vingt-neuf, deux cent trente-deux et deux cent trente-trois ($\frac{1}{4}$ indivis Nos 229, 232 et 233) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Arsène, comme appartenant au défendeur, Emile Larochelle, fils d'Hérode;

2. Le lot de terre connu et désigné au cadastre

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Chicoutimi, to wit: J. ULRIC BILODEAU, No. 3316. } J. AND LOUIS PHILIPPE DION, both of the city of Quebec, and carrying on business together in partnership as dealers in asbestos materials, etc., under the firm name of "La Cie Manufacturière d'Amiante," plaintiffs; against THOMAS TREMBLAY AND JEAN BAPTISTE TREMBLAY, of Saint Jérôme de Métabetchouan, Lake Saint John, district of Roberval, carrying on business together in partnership as manufacturers, etc., under the firm name of "Tremblay & Fils", a non-registered partnership, defendants.

As being in the possession of Thomas Tremblay:

The central part of the immoveable known and designated on the official cadastre of the village of Bagotville, under the lot number two hundred and sixty-three (263), measuring the said central part eighty-five feet in front or width, by a depth of about one hundred feet and bounded in front by Elgin street, in rear by the representatives of Wilfrid Côté, on one side to the north by the part of the same lot belonging to the representatives of Joseph Bolduc, and on the other side to the south by part of the same lot belonging to the representative of Clet Bolduc, Jr.—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Bagotville, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of FEBRUARY next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office,
Chicoutimi, 6th January, 1923.
[First publication, 13th January, 1923.]
106—2-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Kamouraska.

Rivière-du-Loup. } EMILE LAROCHELLE, No. 4162. } E son of Charles, of the parish of Saint-Arsène, plaintiff; against EMILE LAROCHELLE, son of Hérode, of the parish of Saint-Arsène, defendant, to wit:

1. The undivided fourth part of the lots of land bearing the numbers two hundred and twenty nine, two hundred and thirty two and three hundred and thirty two (undivided $\frac{1}{4}$ Nos 229, 232 and 233) of the official cadastre of the parish of Saint-Arsène, as belonging to the defendant, Emile Larochelle, son of Hérode;

2. The lot of land known and designated on

officiel susdit sous le numéro quatre cent treize (No 413) du cinquième rang de la paroisse de Saint-Arsène.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène, le HUITIÈME jour de MARS prochain 1923, à DIX heures de l'avant-midi, soit en bloc, soit séparément, savoir: le No 1 et ensuite le No 2 ci-dessus, au choix du créancier saisissant.

Bureau du shérif,

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 30 janvier, 1923.

[Première publication, 3 février 1923]

531-5-2

the aforesaid official cadastre under the number four hundred and thirteen (No. 413) of the fifth range of the parish of Saint-Arsène.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Arsène, the EIGHT day of MARCH next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon, either en bloc or separately, namely: the No. 1 and then No. 2 above described, at the option of the seizing creditor.

Sheriff's office.

J. O. GIRARD,

Sheriff.

Rivière du Loup, 30th January, 1923.

[First publication, 3rd February, 1923]

532-5-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir:) ALPHONSE LA-
No 86a.) BRECQUE, de

la paroisse de Saint-Cajetan d'Armagh, comté de Bellechasse, demandeur, contre les héritiers de NAPOLEON HINCE, en son vivant de la paroisse de Saint-Euphémie, dans le comté de Montmagny et Dame Anna Marcoux, du même lieu, veuve du dit Napoléon Hince, défendeurs.

1. Une terre connue et désignée au cadastre du canton Armagh, sous le numéro trente-huit (38), premier rang sud-est—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec le droit que peuvent avoir les défendeurs de prendre de l'eau à une source alimentant l'aqueduc arrivant aux bâtisses construites sur le dit lot;

2. Une terre à bois, étant le lot de terre connu au cadastre du canton Mailloux, rang nord-est fourche du pin, sous le numéro trois (3).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cajetan d'Armagh, MERCREDI, le SEPTIÈME jour du mois de MARS à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 29 janvier 1923.

[Première publication, 3 février 1923]

507-5-2

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir:) JOSEPH-LOUIS-
No 1191.) ALDEE BELAN-

GER, de Saint-Valier station, télégraphiste, demandeur, contre MARCEL-A.-P. HAMEL, de Saint-Roch-des-Aulnaies, défendeur.

Un terrain situé au premier rang de Saint-Roch-des-Aulnaies, ayant quatorze perches de front sur la profondeur qu'il y a, bornant au nord, à Philippe Hamel, au sud au second travers, au nord-est à la route—avec bâtisses dessus construites, étant partie du lot numéro quatre-vingt (80) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Roch-des-Aulnaies JEUDI, le QUINZIÈME jour du mois de FEVRIER prochain (1923) à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

Montmagny, 8 janvier 1923. J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 13 janvier 1923]

121-2-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Québec.

Montmagny, to wit:) ALPHONSE LA-
No. 86a.) BRECQUE, of

the parish of Saint-Cajetan d'Armagh, county of Bellechasse, plaintiff; vs the heirs of NAPOLEON HINCE, in his lifetime of the parish of Saint-Euphémie, in the county of Montmagny, and Dame Anna Marcoux of the same place, widow of the said Napoléon Hince, defendants.

1. A farm known and designated on the cadastre of the township of Armagh, under the number thirty eight (38), first southeast range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with the right which the defendants may have to take water from a spring supplying the waterworks leading to the building erected upon the said lot.

2. A timber land, being the lot of land known on the cadastre of the township of Mailloux, northeast range *fourche du pin*, under the number three (3).

To be sold at the parochial church door of Saint-Cajetan d'Armagh, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MARCH, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Montmagny, January 29th, 1923. Sheriff.

[First publication, 3rd February, 1923]

508-5-2

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit:) JOSEPH LOUIS AL-
No. 1191.) DEE BELANGER,

of Saint Valier Station, telegraphist, plaintiff; against MARCEL A. P. HAMEL, of Saint-Roch-des-Aulnaies, defendant.

A piece of land situate at the first range of Saint-Roch-des-Aulnaies, having fourteen perches in front by the depth there may, be bounded to the north, by Philippe Hamel, to the south by the second traverse, to the northeast by the road — with the building thereon erected being part number eighty (80) of the official cadastre of the parish of Saint-Roch.

To be sold at the parochial church door of Saint-Roch-des-Aulnaies, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of the month of FEBRUARY next, (1923) at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Montmagny, January 8th, 1923. Sheriff.

[First publication, 13th January, 1923]

122-2-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir : } ARMAND BOILEAU,
No 3153. } demandeur; contre
FRANK FALKENSTEIN, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Demontigny-Est, en la cité de Montréal, composé des deux lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante-quatorze et quatre cent soixante-quinze (lots Nos 474-475), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal; mesurant, le premier lot, trente-six pieds de largeur sur soixante-dix-sept pieds de profondeur, et, le second lot, quarante pieds de largeur sur soixante-dix-sept pieds de profondeur, le tout à la mesure anglaise et plus ou moins sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 192 à 200 de la rue Demontigny-Est.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$2,500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère suivant jugement de l'honorable Juge Coderre, daté le 31 janvier 1923.

Bureau du shérif.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 31 janvier 1923.

[Première publication, 3 février 1923]

525—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir : } CORPORATION DU
No 3829. } VILLAGE DE
SAINTE-GENEVIEVE, corps politique et dûment incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans le village de Sainte-Genève, district de Montréal, demanderesse; vs DESIRE BINETTE, défendeur.

Un lot de terre situé au village de Sainte-Genève; borné en front par la rue Saint-Joseph, connu et désigné sous le No. 49, aux plan et livre de renvoi officiels dudit village—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif.

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 31 janvier 1923.

[Première publication, 3 février 1923]

527—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District of Montréal.

Montréal, à savoir : } DEMOISELLE DORA
No 2223. } S. MARCO, des cité
et district de Montréal, célibataire majeure, modiste, demanderesse; vs GEDEAS CLERMONT, un des défendeurs.

Un immeuble situé dans le quartier Ahuntsic, de la cité de Montréal, et portant le numéro 485 de la subdivision du lot originaire numéro 246 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses sus érigées, rue Berri.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ARMAND BOILEAU,
No. 3153. } plaintiff; against
FRANK FALKENSTEIN, defendant.

An emplacement situated on Demontigny street east, in the city of Montreal, composed of the two lots of land known and designated under the numbers four hundred and seventy-four and four hundred and seventy-five (Lots No. 474 and 475) on the official plan and in the book of reference of Saint Louis Ward of the city of Montreal; measuring, the first lot, thirty six feet in width by seventy seven feet in depth, and the second lot, forty feet in width by seventy seven feet in depth, the whole english measure, and more or less, without warranty as to the precise measurement;—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 192 to 200 Demontigny street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHT day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,500.00 will be exacted from each bidder with first bid, pursuant to a judgment of Honourable Judge Coderre, dated the 31st of January, 1923.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 31st January, 1923.

[First publication, 3rd February, 1923]

526—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CORPORATION OF THE
No. 3829. } VILLAGE OF SAINTE
GENEVIEVE, a body politic and corporate, duly incorporated having its principal place of business in the village of Sainte Geneviève, district of Montreal, plaintiff; vs DESIRE BINETTE, defendant.

A lot of land situate at the village of Sainte Geneviève, fronting on Saint Joseph street, known and designated under the No. 49, on the official plan and book of reference of the said village—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 31st January, 1923.

[First publication, 3rd February, 1923]

528—5-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS DORA S. MAR-
No. 2223. } CO, of the city and
district of Montreal, spinster of age, milliner, plaintiff; vs GEDEAS CLERMONT, one of the defendants.

An immoveable situate in Ahuntsic ward, of the city and Montreal, and bearing the number 485 of the subdivision of the original lot number 426 on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings thereon erected, on Berri street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 10 janvier 1923.

[Première publication, 13 janvier 1923]

179—2-2

the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montréal January 10th, 1923.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff

[First publication, 13th January, 1923]

180—2-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir:) **DANS** une cause où Philippe Guertin, rentier, No 379.)
de Saint-Thuribe, était demandeur, et Damase Cauchon, de Saint-Thuribe autrefois et maintenant décédé; le dit PHILIPPE GUERTIN contre DAME VEUVE DAMASE CAUCHON veuve et héritière du susdit Damase Cauchon, maintenant décédé, es-qualité, à savoir:

1. Le lot No 213 (deux cent treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Saint-Louis, contenant deux arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 214 (deux cent quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Saint-Louis contenant deux arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur environ—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Partie du lot No 215 (deux cent quinze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang Saint-Louis, contenant deux arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins; bornée en front à H. Genest, en profondeur à F. Beaupré, au nord-est à Ph. Cauchon et au sud-ouest à Damase Cauchon, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ubalde, comté de Portneuf, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,

Québec, 18 janvier 1923. E. ANGERS.

[Première publication, 20 janvier 1923]

[Deuxième publication, 3 février 1923]

353—3-2

Québec, à savoir:) **LA CITE DE LEVIS**; No 7007.) contre ALBERT SHAIENK, de la cité de Lévis.

1. Le lot No 269 (deux cent soixante-neuf), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Chabot,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 282 (deux cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Chabot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 346 (trois cent quarante-six), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Carrier,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit:) **IN** a cause wherein Philippe Guertin, annuitant, of No. 379.)
Saint-Thuribe, was plaintiff; and Damase Cauchon, formerly of Saint Thuribe and now deceased; the said PHILIPPE GUERTIN against DAME WIDOW DAMASE CAUCHON, widow and heir of the said Damase Cauchon, now deceased, es-qualité, to wit:

1. The lot No. 213 (two hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a farm situate in Saint Louis range, containing two arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 214 (two hundred and fourteen) of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a farm situate in Saint Louis range, containing two arpents in width by about thirty arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 215 (two hundred and fifteen) of the official cadastre for the parish of Saint Ubalde, county of Portneuf, being a piece of land situate in Saint Louis range, containing two arpents in width by fifteen arpents in depth, the whole, more or less; bounded in front by H. Genest, in depth by F. Beaupré, to the northeast by Ph. Cauchon, and to the southwest by Damase Cauchon—circumstances and dependencies.

To be sold en bloc.

To be sold at the parochial church-door of Saint-Ubalde, county of Portneuf, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Quebec, January 18th, 1923. Deputy-sheriff

[First publication, 20th January, 1923]

[Second publication, 3rd February, 1923]

354—3-2

Quebec, to wit:) **THE CITY OF LEVIS**; No. 7007.) against ALBERT SHAIENK, of the city of Lévis.

1. The lot No. 269 (two hundred and sixty nine), of the official cadastre for Notre-Dame ward of the city of Lévis, being an emplacement situate on Chabot street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 282 (two hundred and eighty-two), of the official cadastre for Notre-Dame ward of the city of Lévis, being an emplacement situate on Chabot street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No 346 (three hundred and forty six), of the official cadastre for Notre-Dame ward of the city of Lévis, being an emplacement situate on Carrier street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. Le No 5 (cinq) de la subdivision du lot original No 1286 (douze cent quatre-vingt-six), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la cité de Lévis, étant un terrain situé sur la rue Fréchette, circonstances et dépendances.

5. Le lot No 158 (cent cinquante-huit) et la partie non subdivisée du lot No 159 (cent cinquante-neuf), du cadastre officiel pour le quartier Lauzon de la cité de Lévis, étant un terrain situé sur la rue Fraser, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le VINGT-TROISIEME jour de FEVRIER prochain, à DLX heures du matin.

Bureau du shérif. Le député-shérif,
Québec, 18 janvier 1923. E. AUGER
[Première publication, 20 janvier 1923]
[Deuxième publication, 3 février 1923]
355—3-2

4. The No. 5 (five) of the official subdivision of the original lot No. 1286 (twelve hundred and eighty six), of the official cadastre for Notre-Dame ward of the city of Lévis, being a lot of land situate on Fréchette street, circumstances and dependencies.

5. The lot No. 158 (one hundred and fifty eight) and the unsubdivided part of the lot No. 159 (one hundred and fifty nine), of the official cadastre for Lauzon ward of the city of Lévis, being a lot of land situate on Fraser street—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, the TWENTY THIRD day of FEBRUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. E. AUGER,
Quebec, 18th January, 1923. Deputy sheriff
[First publication, 20th January, 1923]
[Second publication, 3rd February, 1923]
356—3-2

SAINT-HYACINTHE

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } PIERRE MIL-
No 1195. } LETTE, de-
mandeur; contre VICTOR CODERRE, défendeur.

Une terre sise et située sur le quatrième rang, en la paroisse de Saint-Simon, connue et désignée sous les lots numéros trois cent sept (307), trois cent huit (308) et trois cent neuf (309) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Simon—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, le SIXIEME jour de MARS prochain (1923), à UNE heure ET DEMIE de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Saint-Hyacinthe, 27 janvier 1923. JOS.-L. CORMIER.
[Première publication, 3 février 1923]
501—5-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } PIERRE MIL-
No. 1195. } LETTE, plain-
tiff; against VICTOR CODERRE, defendant.

A land situate on the fourth range, in the parish of Saint Simon, known and designated under lots numbers three hundred and seven (307), three hundred and eight (308) and three hundred and nine (309) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Simon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Simon, on the SIXTH day of MARCH next (1923), at HALF PAST ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. JOS. L. CORMIER,
Saint Hyacinthe, January 27th 1923. Sheriff.
[First publication, 3rd February, 1923]
502—5-2

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DAME OZELINE
No 303. } BOULANGER,
veuve de feu Amédée Bournival, épouse de Ovide Villemure, demanderesse; vs OVIDE VILLEMURE, défendeur, et MAURICE-L. DUPLESSIS ET AL, distrayants.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une terre située en la paroisse de Saint-Barnabé, à la concession nord-est de Saint-Joseph, du contenu d'un arpent et trois quarts de largeurs sur vingt-un arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, et connue et désignée comme étant le lot No deux cent trois aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour ladite paroisse de Saint-Barnabé.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DAME OZELINE
No. 303. } BOULANGER,
widow of the late Amédée Bournival, wife of Ovide Villemure, plaintiff; vs OVIDE VILLEMURE, defendant, and MAURICE L. DUPLESSIS ET AL, distracting for costs.

As belonging to the said defendant, to wit:
A farm situate in the parish of Saint-Barnabé, in the north east concession of Saint Joseph, containing one arpent and three quarters in width by twenty one arpents in depth, more or less—with a house, barn and other buildings thereon erected, and known and designated as being the lot number two hundred and three on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Barnabé.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Barnabé, le QUINZIEME jour de FEVRIER prochain 1923, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 10 janvier 1923.
[Première publication, 13 janvier 1923]
199-2-2

Saint Barnabé, the FIFTEENTH day of FEBRUARY next, 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, January 10th, 1923. Sheriff.
[First publication, 13th January, 1923]
200-2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DAME FLORE
No 620. } BEAUCHE-
MIN ET VIR, demanderesse; vs FRANK THIFFAULT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé sur et c té nord-est de la rue Denoue, en la cité des Trois-Rivières, contenant vingt-sept pieds de front et au delà de cent pieds de profondeur, connu et désigné sous le lot numéro un et de la moitié latérale et longitudinale sud-est du lot numéro deux du plan de la subdivision officielle du lot douze cent vingt-six (1226-1, 1/2 2) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières,—avec une maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le SEIZIEME jour de FEVRIER prochain 1923, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 10 janvier 1923.
[Première publication, 13 janvier 1923]
201-2-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DAME FLORE
No. 620. } BEAUCHE-
MIN ET VIR, plaintiff; vs FRANK THIFFAULT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
An emplacement situate and lying on the north-east side of Denoue street, in the city of Three Rivers, containing twenty seven feet in front and over one hundred feet in depth, known and designated under the number one and the south east lateral and longitudinal half of the lot number two of the official subdivision plan of the lot twelve hundred and twenty six (1226-1, 1/2-2) of the official cadastre of the city of Three Rivers—with a two tenement house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the Court House, in the city of Three Rivers, the SIXTEENTH day of FEBRUARY next 1923, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, January, 10th, 1923. Sheriff.
[First publication, 13th January, 1923]
202-2-2

Députés élus

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHAN- CELLERIE

Québec, le 2 février 1923.

Je donne avis que les candidats dont les noms suivent ont été élus députés à l'Assemblée législative de Québec dans les district électoraux ci-après mentionnés:

Bellechasse—L'honorable M. Antonin Gali-peault, avocat à Québec;

Saint-Jean—M. Alexis Bouthillier, médecin à Saint-Jean.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
539 L.-P. GEOFFRION.

Members elected

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHAN- CERY

Québec, February 2, 1923.

I give notice that the candidates whose names follow have been elected as members of the Legislative Assembly of Quebec in the electoral divisions hereafter mentioned:

Bellechasse—The Honourable Antonin Gali-peault, advocate, of Quebec;

Saint John's—Mr. Alexis Bouthillier, physician, of Saint John's.

L. P. GEOFFRION,
540 Clerk of the Crown in chancery.

Ventes pour taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE L'ISLET.

Avis public est par les présentes donné par Joseph-N. Bernier, soussigné, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique MERCREDI, le SEPTIEME jour de MARS, prochain (1923) à DIX heures de l'avant-midi dans la salle publique,

Sales for taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF L'ISLET

Public notice is hereby given by Joseph N. Bernier, undersigned, secretary-treasurer, that the undermentioned described lands will be sold by public auction on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MARCH (1923) at TEN o'clock in the forenoon, in the public house, at Saint-

À Saint-Jean-Port-Joli, à défaut du paiement des taxes dues et des frais encourus: Jean Port Joli, in default of the payment of taxes dues and costs incurred.

Noms Names	Nos.	Rang Range	Canton Township	Taxes munic. Municipal taxes.	Taxes secolaires School taxes.	Total
Carol et-and Hél. Francœur	131		L'Islet	\$ 27.27	\$ 64.66	\$ 91.93
Edmond Mercier	191		"	22.19	72.00	94.19
Pierre Demers	20	3	Garneau	27.17	23.69	51.86
Azarie Lebel	Pt. 24	A	Lafontaine	45.96		45.96
Désiré Chamard	Pt. N. 48	1	Ashford	31.34	2.24	33.58
Omer Deschênes	16	1	"	31.70	1.21	32.91
Isidore Pelletier	Pt. 30	1	"	36.51	2.39	38.90
Emile Beaulieu	Pt. 44	1	"	28.69	1.59	30.28
Auguste Potvin (Jos.)	32	1	"	7.96	2.79	10.75
Edmond Chamard	Pt. 7	4	"	4.04	14.46	18.50
Octave Pelletier	Pt. 14	4	"	4.78	4.77	9.55
St. Maurice Lumber Co.	28	A	"	60.19	5.15	65.34
Jos. Caron (Jos.)	4-5	A	Fournier	113.93	24.16	138.09
Geo. Bois et-and Her.-Ths. Gamache	16-17	A	"	221.91	67.70	289.61
Emond & Côté	19	A	"	56.66	7.52	64.18
Vve-Widow Athanase Richard	43	6	"	4.94	7.54	12.48
Emile Marier	32	6	"	5.96	5.96	11.92
Honorius Marier	28	6	"	5.96	5.96	11.92
Adjutor Marier	30-31	6	"	11.92	11.92	23.84

Donné à Saint-Jean-Port-Joli, ce quinze janvier 1923.

Given at Saint Jean Port Joli, this fifteenth day of January, 1923.

Le sec.-trés. C. M. C. L'Islet,
493-5-2 JOS.-N. BERNIER.

JOS. N. BERNIER,
494-5-2 Sec.-treas. M. C. C. of L'Islet.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 5

Index of the Quebec Official Gazette, No 5

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bonenfant vs Mayotte	407	Dme Bonenfant vs Mayotte	407
" Boudreault vs Goudreault	405	" Boudreault vs Goudreault	405
" Caza vs Laurion	406	" Caza vs Laurion	406
" Couette vs Lacroix	408	" Couette vs Lacroix	408
" Gosselin vs Picard	406	" Gosselin vs Picard	406
" Goulman vs Briskin	406	" Goulman vs Briskin	406
" Gramigna vs Ruggi	407	" Gramigna vs Ruggi	407
" Katz vs Milstein	405	" Katz vs Milstein	405
" Lafond vs Bourgault	407	" Lafond vs Bourgault	407
" Larouche vs St-Pierre	406	" Larouche vs St-Pierre	406
" Lauzon vs Richer	408	" Lauzon vs Richer	408
" Nadeau vs Labbé	407	" Nadeau vs Labbé	407
" Noble vs Goddard	406	" Noble vs Goddard	406
" Purdy vs Swett	407	" Purdy vs Swett	407
" Solomonovitch vs Rosen	407	" Solomonovitch vs Rosen	407
" Poulin vs Lachance	405	" Poulin vs Lachance	405
" Rodrigue vs Caron	405	" Rodrigue vs Caron	405

ANNONCEURS :—Avis aux :— 391 ADVERTISERS :—Notice to :— 391

AVIS DIVERS :—

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Brunswick-Balk-Collender Co. of Canada, Lt'd	408	Brunswick-Balk-Collender Co. of Canada, Lt'd	408
R.-K. Malhouf Fils & Cie, ltée	408	R.-K. Malhouf Fils & Cie, ltée	408
La Cie d'Aqueduc Nationale, ltée	409	La Cie d'Aqueduc Nationale, ltée	409

BUREAU-CHEF :—

CHIEF-OFFICE :—

Geo. Herdt, Inc.	409	Geo. Herdt, Inc.	409
The St. James Land Co., Lt'd	409	The St. James Land Co., Lt'd	409

COMPAGNIE DISSOUTE:—

The Chronicle Printing Co..... 410

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire canton Chabot.. 404

Municipalité scolaire canton Labrecque.. 404

Municipalité scolaire canton Saint-Pierre-
d'Estcourt..... 404

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Accident Company of Cuba..... 405

DÉPUTÉS ÉLUS:—

L'honorable J.-E. Caron..... 410

L'honorable Antoine Galipeault..... 424

L'honorable J.-N. Francoeur..... 410

M. Alexis Bouthillier..... 424

M. L.-A. Létourneau..... 410

ERRATUM:—

Municipalité comté Portneuf..... 410

FAILLI:—

Roy, Joseph..... 410

LETTRES PATENTES:—

Belle River Lumber Co. Lt'd..... 392

La Crémérie Nationale, ltée..... 403

Lynn McLeod Engineering Supplies, Lt'd..... 395

Maison Gagnon, ltée..... 393

National Supply Co., Lt'd..... 398

Percy Luscombe & Co., Lt'd..... 399

Quebec Chrome Corporation, Lt'd..... 402

Quebec Shoe & Rubber Company..... 401

The Excelsior Club, Limited..... 402

The Rex Oil Co., Lt'd..... 397

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Franco Canadian Dyers, Limited..... 404

SOUMISSIONS:—

Cité de Saint-Lambert..... 411

VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Aubin, Ovila..... 413

Duval, Odilon..... 413

H. R. Smith & Son..... 411

La Cie Lemoine & Lesage, ltée..... 416

Maillé, Rosario..... 414

Sauvé, Charles..... 414

St-Pierre, Jos..... 412

Vanasse, F.-X..... 415

VENTES POUR TAXES:—

Municipalité, comté de l'Islet..... 424

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Leclerc vs héritiers de feu Emil Moffatt. 416

COMPANY DISSOLVED:—

The Chronicle Printing Co..... 410

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality township Chabot... 404

School municipality township Labrecque..... 404

School municipality township Saint-
Pierre-d'Estcourt..... 404

TREASURY DEPARTMENT:—

Accident Company of Cuba..... 405

MEMBERS ELECTED:—

The Honourable Mr. J. E. Caron..... 410

The Honourable Mr. Antoine Galipeault 424

The Honourable Mr. J.-N. Francoeur..... 410

Mr. Alexis Bouthillier..... 424

Mr. L.-A. Létourneau..... 410

ERRATUM:—

Municipal County of Portneuf..... 410

INSOLVENT:—

Roy, Joseph..... 410

LETTERS PATENT:—

Belle River Lumber Co. Lt'd..... 392

La Crémérie Nationale, ltée..... 403

Lynn McLeod Engineering Supplies, Lt'd..... 395

Maison Gagnon, Lt'd..... 393

National Supply Co., Lt'd..... 398

Percy Luscombe & Co., Lt'd..... 399

Quebec Chrome Corporation, Lt'd..... 402

Quebec Shoe & Rubber Company..... 401

The Excelsior Club, Limited..... 402

The Rex Oil Co., Lt'd..... 397

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Franco Canadian Dyers, Limited..... 404

TENDERS:—

City of Saint Lambert..... 411

SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Aubin, Ovila..... 413

Duval, Odilon..... 413

H. R. Smith & Son..... 411

La Cie Lemoine & Lesage, ltée..... 416

Maillé, Rosario..... 414

Sauvé, Charles..... 414

St-Pierre, Jos..... 412

Vanasse, F.-X..... 415

SALE FOR TAXES:

Municipal County of l'Islet..... 424

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Leclerc vs heirs of the late Emil Moffatt... 416

BEDFORD:—

Brodeur vs Trahan	418
Jodoin vs Waterloo Iron Works, Lt'd..	417
Sa Majesté le Roi vs Lindop.....	418

BEDFORD:—

Brodeur vs Trahan.....	418
Jodoin vs Waterloo Iron Works, Lt'd....	417
His Majesty the King vs Lindop.....	418

CHICOUTIMI:—

Bilodeau vs Dion	419
------------------------	-----

CHICOUTIMI:—

Bilodeau vs Dion.....	419
-----------------------	-----

KAMOURASKA:—

Larochelle vs Larochelle	419
--------------------------------	-----

KAMOURASKA:—

Larochelle vs Larochelle.....	419
-------------------------------	-----

MONTMAGNY:—

Bélanger vs Hamel	420
Labrecque vs héritiers Hince.....	420

MONTMAGNY:—

Bélager vs Hamel	420
Labrecque vs heirs of Hince.....	420

MONTREAL:—

Boileau vs Falkenstein	421
Corporation du village de Sainte-Ge- niève vs Binette.....	421
Marco (Mlle) vs Clermont.....	421

MONTREAL:—

Boileau vs Falkenstein.....	421
Corporation of the village of Saint Ge- niève vs Binette.....	421
Marco (Miss) vs Clermont.....	421

QUÉBEC:—

Guertin vs Dame Cauchon	422
La cité de Lévis vs Shaienk.....	422

QUÉBEC:—

Guertin vs Dame Cauchon.....	422
The city of Levis vs Shaienk.....	422

SAINT-HYACINTHE:—

Millette vs Coderre	423
---------------------------	-----

SAINT-HYACINTHE:—

Millette vs Coderre.....	423
--------------------------	-----

TROIS-RIVIÈRES:—

Beauchemin <i>et vir</i> vs Thiffault.....	424
Boulanger (dame) vs Villemure.....	423

THREE RIVERS:—

Beauchemin <i>et vir</i> vs Thiffault.....	424
Bulanger (dame) vs Villemure.....	423

